

Aujourd'hui, être libre, c'est être informé

LE PEUPLE BRETON

POBL VREIZH



**QUAND
L'EAU
FAIT
DÉFAUT**

**Ça brûle en
Bretagne !**

SEPTEMBRE | GWENGOLO

N° 704 | 5,00 €

B 92009 - 704 - F 5,00 €



3 789200 905007 07040



Sébastien Decaux
météorologue-présentateur

Crise de l'eau au pays du ciré

plein cœur de l'été, des incendies douloureux, des menaces de coupures d'eau pour l'automne... le tableau est franchement inquiétant.

Heureusement, certains énergumènes, de plus en plus isolés, plus experts que les experts du climat, relativisent les faits et font preuve d'optimisme en s'égoïssant sur les réseaux sociaux que « sait normale ses l'été » !

À Météo-Bretagne et de l'opinion générale, nous sommes convaincus à 100 % d'être entrés depuis quelques décennies déjà dans une nouvelle ère climatique. Moi minot, voir 30 °C sur la Bretagne lors du bulletin météo télévisé d'Alain Gillot-Pétré apparaissait comme un événement majeur. Aujourd'hui, ce 30 °C s'est banalisé...

Les séquences anticycloniques sont de plus en plus durables sur le proche Atlantique avec pour corollaire des perturbations pluvieuses de plus en plus rares et affaiblies ; les vagues de chaleur se multiplient, les hivers sont doux, les épisodes neigeux et froids reculent et deviennent aujourd'hui exceptionnels alors qu'ils étaient classiques...

La variabilité interannuelle du climat existe bel et bien, mais force est de constater que les excès météorologiques se sont multipliés ; 80 % des records de températures battus sont des records de chaleur !

2022, un choc salutaire ?

Oui, l'avenir climatique est inquiétant. 2022 est un exemple de ce qui se passera de plus en plus régulièrement dans les prochaines années et les prochaines décennies. Tout ce qui se passe actuellement en Bretagne ou sur la Terre est d'ailleurs prévu depuis très longtemps par les travaux du GIEC (avec même de l'avance).

Je garde en tête le film d'Al Gore, *Une vérité qui dérange* (2007), un plaidoyer pour le climat, qui prône le nécessaire éveil des consciences. Celui-ci est particulièrement efficace. On y voit une grenouille plongée dans un récipient d'eau bouillante ; elle en ressort aussitôt car elle perçoit le danger. Mais cette même grenouille plongée dans un récipient d'eau tiède porté progressivement à ébullition ne bougera pas malgré l'élévation de la température...

Il faut parfois un choc pour nous alerter d'un danger... Si cela est progressif et rapide, nous sommes capables de rester passifs, sans réagir...

Espérons que le choc de 2022 permettra d'accélérer l'élan actuel en faveur d'un développement durable ! Le climat change, nous devons faire de même, car il n'y a pas de planète B ! ■

Cet été 2022 restera dans les annales de la météorologie tant la météo aura été extraordinaire : des températures extrêmes, une sécheresse historique, un nombre d'incendies inédit... La Bretagne réputée pour son humidité et sa fraîcheur estivale a vécu et affronté un climat pleinement méditerranéen au cours de ces dernières semaines.

Cet été de folies n'est pas encore terminé, mais on retiendra surtout qu'un coup de chalumeau inédit a touché la péninsule le 18 juillet 2022. Un véritable « séisme climatique » nous a touchés, pour reprendre l'expression de François Jobard, prévisionniste à Météo-France !

Les cartes des records « rééditées »

À Météo-Bretagne, les cartes des précédents records de chaleur mensuels et absolus ont été complètement « rééditées » ! Il faut dire que les thermomètres ont atteint sous abri des niveaux inouïs : 39,3 °C à Brest, 40 °C à Dinard, 40,3 °C à Lanmeur et Pleyber-Christ, 40,5 °C à Rennes, 41 °C à Saint-Nazaire, 41,6 °C à Bliouais, 42 °C à Nantes... et 31,5 °C à Ouessant, qui n'avait jamais observé une valeur supérieure à 29,3 °C (c'était lors de la célèbre canicule d'août 2003). Juillet a généralement affiché 3 à 4 degrés de plus que les moyennes de saison.

Dans ce contexte torride et même brûlant (notamment dans les monts d'Arrée), couplé à un furieux déficit pluviométrique, qui, sur onze mois (août 2021-juin 2022), atteint de 25 à 40 % par rapport aux normes, la menace de pénurie d'eau est devenue réalité en juillet.

Entre le 1^{er} juillet et le 12 août, on a relevé des cumuls de précipitations dérisoires et, là encore, inédits : 1 mm à Rennes, 2 mm à Lorient, 3 mm à Saint-Brieuc, 5 mm à Brest, 6 mm à Ouessant... Certains cours d'eau se sont évaporés, d'autres se sont fortement taris, perturbant les écosystèmes. Il faudra plusieurs semaines et plusieurs mois de précipitations régulières pour enrayer cette sécheresse chronique ! Des excès inverses se produiront peut-être à l'automne ou cet hiver, à l'image des pluies qui avaient touché la Loire-Atlantique les 1^{er} ou 2 octobre 2021 (100 mm à Nantes en vingt-quatre heures).

Des pluviomètres à sec, des sols surchauffés, des arbres qui commencent à perdre leurs feuilles en

« Des pluviomètres à sec, des sols surchauffés, des arbres qui commencent à perdre leurs feuilles en plein cœur de l'été, des incendies douloureux, des menaces de coupures d'eau pour l'automne... le tableau est franchement inquiétant »

édito

Si ce magnifique été a pu ravir les festivaliers et festivaillers, en termes météorologiques en revanche, rien n'est plus inquiétant. L'absence quasi totale de pluie sur plusieurs mois en Bretagne a créé des conditions de sécheresse assez inédites chez nous. Pour une fois, il faisait plus chaud sur la côte atlantique qu'en Méditerranée. D'exceptionnelles, ces conditions risquent de devenir de plus en plus régulières, avec pour conséquences évidentes des pénuries (d'eau, voire alimentaires), des incendies, des dysfonctionnements économiques et énergétiques plutôt graves et, à moyen terme, des perturbations durables sur la biodiversité.

Dites donc : il est gai *Le Peuple breton* pour cette rentrée ! Il est vrai que les militants sont souvent perçus comme des oiseaux de mauvais augure et cette marque noire ne nous fait pas plaisir. Mais c'est justement parce que nous aimons la Vie que nous voulons lui offrir un avenir... Et à quel avenir peut-on prétendre sans eau ? Et plus encore sans eau potable ? Si celle-ci est une arme géopolitique, quel que soit le continent, ce n'est pas un hasard. Sans eau, pas de vie. Raison de plus pour ne pas l'utiliser abusivement, ni la gaspiller.

Hélas, dans nos pays plutôt préservés – jusqu'à présent – des plus grandes catastrophes humanitaires, nous agissons comme si tout durait *ad vitam aeternam*. Après nous,

le déluge ! Jusqu'ici, tout va bien, donc, pourquoi ne pas continuer ? Dans un discours ambiant de fin du monde, la tentation est grande de laisser faire et de profiter « tant qu'il est encore temps ». Après tout, on verra. Qui sait ? On trouvera bien la solution, mais après, plus tard...

Quand René Dumont brandissait en 1974 son verre d'eau pour faire l'éloge de la sobriété, beaucoup se moquaient de lui. Désormais, il est devenu une référence de même que celles et ceux qui, à l'instar de Rachel Carson aux États-Unis ou Haroun Tazieff ici, ont été des visionnaires dont la parole aurait mérité d'être entendue et écoutée avec plus d'attention. Toutefois, la question d'aujourd'hui n'est pas de savoir qui avait raison avant les autres. Il ne s'agit nullement d'un concours ! L'urgence, c'est d'agir au lieu de s'agiter. Et cela suppose des arbitrages politiques. Pas du laisser-faire et du déni. Or, force est de constater que c'est le triste spectacle offert par nombre d'élus qualifiant de « radicales » des mesures nécessaires. Et remarquons qu'à l'instar de la Première ministre finlandaise, Sanna Marin, être fourmi n'empêche nullement de danser...

➤ GUEL BRIAND



sommaire

L'invité Sébastien Decaux, météorologue-présentateur..... 2	Économie Pour ou contre le transport gratuit ? 17	Rubriques Gwenn et Du 4 De Brest à Nantes 6 7 Iffig 7 Leurre de vérité 8
Le mot de l'UDB Lydie Massard : « Une bascule ? » 5	Histoire L'émigration bretonne en Anjou 23 La naissance du foot en Bretagne... 24 25	Pobl Vreizh Ar c'henwerzh etrebroadel o kemm 19 Brezel an emevad 20 Un devezh gant Vassili Moreau-Miossec 21 Levrioù brezhonek 22
Politique Dans l'Hémicycle..... 9 Soutien à Vincenzo Vecchi ! 18	International Les défis de l'Aragon multilingue... 26 27	Pages culturelles Livres..... 29 31 Selaouit 32 Musiques de Celtie..... 33
Environnement Eau : le temps des demi-mesures 10 12 Valérie Tabart : « Penser les fermes comme des écosystèmes » 13 Quand les monts d'Arrée brûlent... 14 15	Ar gentelig brezhoneg Le feu - An tan 34	Couverture : son Photo / Shutterstock / 588910715 <i>Le Peuple breton</i> paraît le premier jour ouvrable du mois. Les titres et intertitres des articles sont de la rédaction.
Social Repenser le système distributif 16		

La Bretagne de Brest à Nantes

GROIX. Reprise réussie du stage de breton

Après deux ans de pause en raison des confinements, le stage de breton de l'UDB à Groix a pu reprendre cet été à l'auberge de jeunesse de l'île. En plus des cours de breton pour débutants et niveaux intermédiaires, les stagiaires se sont initiés au chant en breton, à la danse, et ont pu bénéficier d'une initiation au catalan et au gallois. Les stagiaires de niveau intermédiaire ont également pu découvrir le breton particulier de l'île de Groix avec Mailys Princé lors d'un atelier crépés. Les balades et les discussions ont été autant d'occasions de faire le point sur les difficultés de la vie insulaire. Temps fort du stage : un fest-noz organisé avec le cercle celtique de Groix, à l'auberge de jeunesse, qui a attiré largement au-delà des rangs des stagiaires.

SAINT-COLOMBAN. Les élus appelés à ne pas faire l'autruche



Le 3 juillet, il fallait franchir un dispositif policier impressionnant, avec points de contrôle et fouilles, pour aller manifester près du lac de Grand-Lieu. Entre 500 et 700 personnes, appuyées par un convoi de tracteurs, ont marché contre l'extension des carrières de sable et du maraîchage industriel. Les groupes Lafarge et GSM veulent s'étendre respectivement de 40 et 30 hectares pour renouveler leur gisement et pouvoir assurer localement les besoins en nouveaux logements, notamment dans le sud Loire et le nord Vendée. Mais les garanties apportées par ces industriels ne convainquent pas les riverains, qui voient leur paysage retourné, le réseau hydrologique perturbé et, corollaire selon eux, le maraîchage s'intensifier. Ce mois-ci, les élus du pays de Retz doivent décider d'accorder ou non la dérogation au schéma de cohérence territoriale (SCOT) demandée par les sabliers. La pression est forte sur leurs épaules, alors même que la commission locale de l'eau (CLE), saisie par le préfet, n'a pas rendu son étude et que la sécheresse en cours repose la question de notre alimentation en eau. L'association La Tête dans le sable prépare de nouvelles mobilisations.

LORIENT.

Polémique autour d'une pelouse
Comme tous les ans, le stade du Moustoir est source de polémique en ce début de championnat de Ligue 1 de football. La Ligue de football professionnel a décidé de reporter le match Lorient-Olympique lyonnais

en raison de l'état de la pelouse, mise à rude épreuve par la sécheresse, mais aussi par les différents spectacles proposés par le Festival interceltique. Le richissime club de Lyon en profite pour tacler le FC Lorient et son stade municipal. Sur les réseaux sociaux, les supporters lyonnais se sont émus de ce report et remettent en cause la tenue du Festival interceltique, qui dégrade la sacro-sainte pelouse. Vraiment, on retient nos larmes face à la détresse des supporters. Il suffirait que le FC Lorient joue à l'extérieur en début de championnat, mais pourquoi faire simple ?

CAUDAN.

La drôle de stratégie de Renault
Début juillet, Renault a présenté son plan de reprise de la Fonderie de Bretagne, qu'elle cède à Gallista. Ce plan a suscité une réaction des élus UDB d'Hennebont (Laure Le Marechal et Tiffeni Siret) et de Lanester (Patricia Riou) : « Pourquoi Renault, après avoir financé une ligne de production toute neuve, l'a sous-utilisée en externalisant ses commandes (Slovénie ou Turquie), plombant ainsi la rentabilité de la Fonderie ex-SBFM ? Pourquoi cette volonté de relocaliser, proclamée par le gouvernement de M. Macron, ne s'est-elle pas pleinement manifestée concrètement sur ce dossier ? Pourquoi, au moment de s'en séparer, la maison mère propose-t-elle enfin une diversification des productions, que l'UDB réclamait depuis longtemps, et un investissement de 32 millions d'euros pour mieux s'adapter à la production de grosses pièces, si c'est pour la céder pour l'euro symbolique à un fonds d'investissement allemand ? Pourquoi, après un tel effort financier, ne pas rester propriétaire de la FDB ? » Autant de questions qui, au regard des sommes engagées depuis des décennies par les collectivités locales, méritent des réponses.

CONCARNEAU.

Dégratation des transports
Depuis le 30 juin, la SNCF ne délivre plus de titres de transport à Concarneau, troisième ville du Finistère. C'est l'aboutissement d'un lent processus de dégradation : depuis 1959, il n'y a plus de dessertes voyageurs entre Rospenden et Concarneau. Ont suivi l'arrêt du transport fret vers le centre, puis vers l'usine Carnaud-BMA et, en 2021, vers le site Triskalia à mi-chemin (la ligne avait été électrifiée et tout est encore en place sur ce tronçon, alors que la ligne est démantelée et a fait place au GR Roscoff-Concarneau sur l'autre partie). Entretemps, la gare avait cessé de délivrer des billets, mais cela se faisait par convention avec la ligne de bus Coralle en centre-ville (l'UDB avait organisé une marche de protestation, qui avait rassemblé 200 personnes). C'est cette convention qui est aujourd'hui dénoncée.

LORIENT. AG SOS Bugaled Breizh

Le 9 juillet avait lieu à Lorient l'assemblée générale de SOS Bugaled Breizh. Première depuis la covid et donc après le jugement de Londres intervenu début novembre 2021. Malgré les espoirs suscités, le dernier acte a conclu à un naufrage dû à une cause accidentelle, soit un non-lieu. L'AG a toutefois considéré qu'elle est encore légitime et que la lumière n'est nullement faite sur cette affaire. Les professionnels disent unanimement qu'on ne coule pas sur une croche : on peut perdre un chalut mais on a le temps de réagir. Le non-lieu déclare qu'il n'y avait aucun sous-marin sur zone, ce qui est, enregistrements à l'appui, faux. Désormais, il reste, devant l'autorité de la chose jugée, à la constater mais à la contester. C'est ce qui va être entrepris, en espérant un élément nouveau qui permettrait de reprendre les procédures. Espoir bien mince mais volonté éternelle : l'association appartient au collectif Secret défense et devrait être dans ce cadre reçue au Sénat le 5 septembre.



TREGOR.

Les algues qui dérangent
BD à succès – plus de 100 000 exemplaires vendus –, l'enquête d'Inès Léraud illustrée par Pierre Van Hove, *Algues vertes. L'Histoire interdite*, continue de provoquer des remous... Elle est perçue dans certains milieux comme un dossier à charge, quand elle ne fait que retracer une réalité : « Chaque année, de mai à septembre, des milliers de tonnes d'algues vertes envahissent le littoral breton... » Après la BD, le film ? Le projet, porté par la société de production 2.4.7. Films, provoque en tout cas des réactions dans le Tregor. Joël Le Jeune, maire (LREM) de Tredrez-Loqueuneau et président de Lannion-Tregor-Communauté (LTC), qui dénonce l'agribashing supposé de la BD, annonce que LTC « ne participera en rien à ce film ». Même position du maire de Saint-Michel-en-Grève, commune qui a quand même connu la mort d'un joggeur, intoxiqué par les émanations des ulves en décomposition. Cachez ces algues vertes que je ne saurais voir ou la politique de l'autruche. 2.4.7. annonce que le tournage aura lieu, contre vents et marées...

LOIRE-ATLANTIQUE.

La réussite du Berligou
Belle surprise que l'attribution du prix spécial du jury du concours international « Gourmand World Cookbook Awards 2022 » à l'ouvrage *Berligou. Le Vin des ducs de Bretagne*, co-écrit par l'investisseur Alain Poulard et le viticulteur. Il est indéniable que ce vin rouge nantais, cultivé au départ par seulement quatre vigneron, a su tirer profit de sa dénomination « vin des ducs de Bretagne ». La poignée de passionnés qui ont cru dans ce vin ont su raconter la belle histoire pour valoriser le produit. Le Berligou, au départ envisagé pour diversifier la production du vignoble nantais, essentiellement orientée vers les vins blancs, retrouve des lettres de noblesse.

QUIMPERLÉ.

Disparition de Marjjo Melloùet
La ville a perdu un peu de son âme. Marjjo Melloùet est décédée le 19 juillet, emportée à 56 ans par un cancer. Marjjo avait créé en 1996 la librairie Penn da Benn, une librairie bretonne, mais ouverte au monde entier, à toutes les curiosités et toutes les révoltes. C'était aussi une salle d'exposition, un lieu de rencontres et de débats, un lieu de vie, où chacun pouvait passer la porte et venir reprendre le fil d'une discussion ou trouver un peu de chaleur humaine. En plus d'un quart de siècle, des milliers d'histoires se sont racontées, rencontres, mêlées entre les murs de Penn da Benn, dont la fermeture va laisser un vide immense. Kenavo Marjjo.

PLONÉOUR-LANVERN.

Un groupe scolaire Nicole-et-Félix-Le Garrec

Le 2 juillet, le groupe scolaire public a pris officiellement le nom de Nicole-et-Félix-Le Garrec. Elus, enseignants, parents d'élèves, enfants et amis des époux Le Garrec leur ont rendu un vibrant hommage devant un public nombreux. Les différents intervenants ont relaté leur vie professionnelle et artistique, leur collaboration avec de grands réalisateurs comme Jacques Perrin et René Vautier (*Avoir 20 ans dans les Aures*), leur travail sur les écoles Diwan et sur les luttes à Plogoff, entre autres. L'UDB était représentée pour les remercier de leur engagement en faveur de la cause bretonne et pour leur soutien sans faille à ses idées, depuis de nombreuses années. Aux dernières élections législatives, ils avaient appuyé la candidature de Maxime Touzin en rejoignant son comité de soutien.

Iffig

- s'estomait de ne pas trouver le PB d'été (« Hommage aux talus ») dans une maison de la presse habituellement diffuseuse ;
- l'a finalement découvert au rayon magazines de jardinage !
- est peiné de la disparition d'Yvon Morvan. Henri, le dernier frère, n'entonnait plus de kan ha diskann...
- s'est senti mal en apprenant que la colonie des fous de Bassan des Sept-Îles avait été « décimée » par la grippe aviaire.
- a suivi la bataille pour l'ouverture d'une section bilingue à Plougastour ;
- constate une fois encore que l'Éducation nationale se moque complètement d'atteindre les objectifs fixés par la convention 2022-2027 sur les langues de Bretagne !
- a suivi la énième polémique sur l'état de la pelouse du Moustoir, à Lorient, suite au Festival interceltique, qui a conduit au report d'un match contre Lyon ;
- a eu de la peine pour les supporters lyonnais qui s'insurgeaient contre ce drame humain !
- s'est demandé où étaient passés les cons en juillet tant il espérait la pluie.
- s'est dit qu'en évoquant la fin de « l'abondance », Emmanuel Macron préparait les esprits des plus pauvres à se serrer encore plus la ceinture ;
- constate qu'il est, lui, sur une forme de continuité : la gestion par la crise/la peur !
- a ri jaune en parcourant l'ouvrage *Histoire maritime et fluviale des Pays de la Loire* par Jean-François Henry ;
- a remarqué tant d'anachronismes (« à l'Antiquité », « leur conquête du littoral au Moyen Âge », « Jules Verne et le xxe siècle » !...) qu'il ne veut même pas les compter.

Le cœur n'y est plus ?

► PAR YANN FIEVET

Le travail est toujours en crise. Une nouvelle poussée de celle-ci est en cours depuis beau temps. Ce ne sera évidemment pas la dernière. À la veille d'une rentrée sociale qui promet d'être cette année particulièrement houleuse, il convient de regarder les choses bien au-delà des apparences trompeuses. La droite au pouvoir s'indigne que « les Français ne veulent plus travailler » alors que tant d'emplois s'offrent à eux et, par conséquent, restent dramatiquement vacants.

En revenant une nouvelle fois sur cette vieille marotte qui, décidément, lui colle à la peau, la droite est aveugle à un fait de plus en plus patent : le rapport des citoyens au travail est bel et bien en train de changer. Et, contrairement à ce qu'affirment certains observateurs pressés, la pandémie du coronavirus n'en est pas la cause, mais le simple révélateur. Elle a mis en lumière – et probablement accéléré – un phénomène qui couvait bien avant le confinement de mars 2020. Il va bien falloir qu'elle déchante cette droite qui n'avoue pas son nom, qui se parent des artifices grossiers – pour ne pas dire grotesques – d'une Renaissance frelatée ou d'un pâle Horizon. Elle déchante comme elle l'a souvent fait, au gré d'un nouveau soubresaut de l'Histoire sociale.

La mauvaise volonté prétendue des Français à l'égard du travail touche désormais de très nombreux secteurs, si ce n'est toute l'économie. Elle n'épargne pas le secteur public : on ne trouve plus de profs, d'instituts, d'infirmières, d'aide-soignantes, de greffiers, de gardiens de prison, etc. Il ne manquerait plus que l'on ne trouve plus de policiers, pourrait bientôt cauchemarder Gérard Darmanin, notre meilleur père Fouettard. Dans la sphère marchande, de nombreux emplois ne trouvent pas preneur malgré les encouragements verbaux appuyés et les tentatives de culpabilisation du nouveau gouvernement, promptement relayés par les médias, qui savent ce que travailler veut dire.

Ces emplois non pourvus sont le plus souvent ceux que Jupiter soi-même normait, au plus fort de la pandémie, « de la deuxième ligne », parce qu'ils passent quand même après « nos dévoués soignants ». Nous, nous préférons considérer que les heureux titulaires de ces emplois sont les soutiers de l'économie de plus en plus gagnés par l'ubérisation. Ils sont les premiers de corvée ! Ce qui devrait un peu embêter ceux qui croient sérieusement à la thèse du manque d'envie de travailler, c'est que le phénomène n'est pas propre à la France. Il touche d'autres pays européens et pourrait encore s'étendre dans un avenir proche.

Las, on nous serine régulièrement, par l'entremise des mêmes médias, que le gouvernement Borne s'est mis ardemment au travail, qu'il nous prépare pour la rentrée du Parlement en octobre toute une série de dispositifs réglementaires destinés à remettre tout le monde au boulot après la récréation de la pandémie. Objectif final : le plein emploi en 2027 ! Gardons-nous de rire, ils espèrent bien y parvenir, coûte que coûte ! La meilleure définition du capitalisme n'a-t-elle pas toujours été celle-ci : comment faire travailler les pauvres malgré tout ?

Devenons enfin sérieux. Les Français, dans leur très

grande majorité, n'ont pas décidé de ne plus jamais travailler. Certains d'entre eux, de plus en plus nombreux, ne sont tout bonnement plus prêts à travailler à n'importe quel prix. Ils veulent bien travailler, mais ne veulent plus être honteusement surexploités. S'il y a une leçon à tirer de la pandémie du point de vue du travail, c'est qu'elle a amplifié les inégalités. Alors, le sentiment s'est répandu que ce sont toujours les mêmes qui s'en tirent et toujours les mêmes qui trinquent. On savait bien sûr cela auparavant quand on était du mauvais côté du manche, mais on avait encore du cœur à l'ouvrage. Désormais, on va de plus en plus souvent rechigner. Il va falloir nous encourager autrement que par des paroles sentencieusement prononcées.

Evidemment, le « monde du travail » s'est disloqué longtemps avant la pandémie. L'ultralibéralisme a fait son œuvre. Il a progressivement appauvri les métiers de la santé, de l'éducation ou de l'action sociale et livré sans grand ménagement les salariés de l'économie marchande à l'impitoyable concurrence des pays à bas coûts de production. Depuis quarante ans, l'État et les assemblées démocratiquement élues qui se sont succédés, au gré des humeurs politiques, ont patiemment détricoté le canevas de l'intervention publique conçu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Ce fut la revanche du grand patronat, qui avait été contraint au compromis salarial pendant plus de trente ans.

Peut-être arrivons-nous aujourd'hui de nouveau à la fin d'un cycle : à force de surborder tous les rouages de la société à la loi d'airain du marché, l'on buterait sur l'impossibilité d'aller plus loin sauf à mettre en place un système hyper répressif d'organisation socioéconomique. Sur ce dernier point, on peut faire confiance à la droite pour tenter le coup ! Le patronat, qui a besoin de trouver de la main-d'œuvre pour occuper ses emplois, ne va pas forcément attendre un tel durcissement. Il a du reste commencé à desserrer l'étoupe de la contrainte salariale afin de faire revenir vers lui les salariés devenus rétifs. C'est timide pour le moment, mais cela fait doucement tache d'huile.

La réalité qui nous attend sera la combinaison d'un réalisme patronal de circonstance et de la rectitude du pouvoir politique en place sourd aux légitimes demandes du corps social. S'agissant des salariés qui dépendent directement de lui, l'État pourrait donner l'exemple d'une vraie volonté de redressement des dommages qui leur ont été infligés depuis si longtemps.

En cette rentrée, de nouvelles promesses ont été adressées aux professions en souffrance à l'école et à l'hôpital. Si elles se concrétisent, il est fort probable que le compte n'y sera pas. On est descendu tellement bas dans la décripitude de ces métiers essentiels à la nation que la pente va être difficile à remonter. De nombreux secteurs de l'activité marchande ont vu fleurir ces derniers mois des mouvements de grève revendicative – dont les médias de masse nous parlent fort peu – qui pourraient grossir à la mesure du dépit que la surdité du gouvernement va probablement susciter. Le cœur n'y sera donc toujours pas. ●

La droite est aveugle à un fait de plus en plus patent : le rapport des citoyens au travail est bel et bien en train de changer

Spéculation dans l'immobilier touristique

La communauté d'agglomération du Pays basque a voté le 7 juillet, à la quasi-unanimité, le principe de « compensation ». Il contraint les propriétaires louant un bien sur Airbnb à proposer un logement équivalent toute l'année. « Cette mesure vise à lutter contre la spéculation immobilière qui frappe de plein fouet les communes des zones tendues du Pays basque et de l'ensemble des façades littorales, et qui s'attaque désormais aux territoires intérieurs comme les vallées béarnaises », a expliqué le député **Iñaki Echaniz** le 26 juillet dernier. En effet, selon l'agence d'urbanisme Atlantique et Pyrénées, le nombre d'hébergements de tourisme de courte durée a augmenté de 130 % entre 2016 et 2020, ce qui représente plus de 16 000 logements au Pays basque. Le même député a rappelé que « depuis le début de la crise sanitaire, le prix du mètre carré a augmenté de 15 à 20 %, ce qui rend impossible l'accession à la propriété pour les habitants du territoire, qui le font vivre à l'année ». Il ajoute : « Sur les façades littorales, les banques ne suivent les dossiers d'emprunt que pour du locatif touristique, car la fiscalité est plus rentable sur les meublés de tourisme que sur la location de longue durée. Impossible de louer, impossible d'acheter : le parc immobilier sur mon territoire et sur tout le littoral atlantique est désormais sous l'emprise de spéculateurs qui accumulent les biens immobiliers et qui vivent uniquement de leurs rentes [...]. Le Pays basque, que vous connaissez bien monsieur le ministre, n'est ni un hôtel ni une plateforme boursière. » Il a alors demandé au gouvernement ce qu'il entendait faire pour donner de véritables leviers aux collectivités et pour faire évoluer la fiscalité de manière à déplafonner la surtaxe d'habitation sur les résidences secondaires et l'encadrement des loyers. C'est **Olivier Klein**, ministre délégué auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargé de la Ville et du Logement, qui lui a répondu : « Nous avons décidé de nous pencher sérieusement sur les questions du zonage et de la fiscalité, parce que vous avez raison : il n'est pas possible que, dans certaines zones, des spéculateurs achètent des logements en profitant d'outils spéculatifs, sans les mettre en location de longue durée. C'est un sujet sur lequel nous allons travailler d'arrache-pied dans les prochains mois. Pour le reste, j'espère être le ministre du parcours résidentiel. La question est la suivante : quels logements sommes-nous capables de proposer à nos concitoyens à chaque étape de leur vie ? Nous allons y réfléchir par le biais de l'ensemble des dispositifs, de la sortie de l'hébergement avec logement à la production massive de logements sociaux. » Il faudra encore attendre, donc...



© G. B. S. A. 10



© G. B. S. A. 10

Grippe aviaire

Depuis des mois, la France est touchée par l'épidémie de grippe aviaire. Plus de 16 millions de volailles ont déjà été abattues dans le pays. Le 26 juillet dernier, la députée Stella Dupont a estimé les préjudices à plus d'un milliard d'euros pour l'ensemble de la filière. **Marc Fesneau**, ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, a rappelé que, depuis 2015, c'était le 4^e épisode de grippe aviaire et aussi le plus virulent. Selon le ministre, « l'influenza continue à circuler parmi la faune sauvage, ce qui ne manque pas de nous inquiéter. Nous devons donc continuer à déployer les outils de prévention et de détection précoce du virus et à améliorer les pratiques en matière de biosécurité et la gestion de crise ». Il a également évoqué un « plan de résilience », ceci « afin de mieux lutter contre ces vagues d'influenza qui reviennent malheureusement de manière de plus en plus régulière ». Si la vigilance est de mise, on ne saurait que trop rappeler que l'immense majorité des cas a été détectée dans des fermes productivistes, où la densité est extrêmement élevée. Suite au plan gouvernemental, la Confédération paysanne rappelle dans un communiqué du 29 juillet que « la clausuration va rester la norme, alors qu'elle n'a pas empêché les quelque 1 400 foyers et 20 millions d'animaux abattus ». Les éleveurs de plein air se voient en effet contraints de rentrer leurs poules, voire de les abattre, alors même que leur production est saine. Cela pose en plus des problèmes d'éthique vis-à-vis du produit vendu : plein air, mais confiné ?



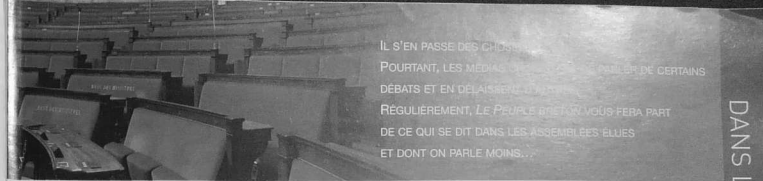
© G. B. S. A. 10

Carburants et pêcheurs

Le 2 août, le député breton **Eric Botheret** a interrogé le secrétaire d'État à la Mer, tout aussi breton que lui, Hervé Berville, sur les aides aux carburants en faveur des pêcheurs. La question énergétique va faire rage dès l'automne du fait de la forte dépendance européenne à la Russie. Une dépendance qui a fait flamber les prix des énergies fossiles. Or, « les dépenses en carburant représentent en effet la moitié du chiffre d'affaires des pêcheurs », a expliqué le député de Lannion. Au mois de mars, le gouvernement a instauré une aide de 20 centimes par litre et le dispositif devait prendre fin le 31 juillet. Il a finalement été prorogé jusqu'au 30 septembre. Hervé Berville a également expliqué qu'au-delà de cette urgence, « il faudra bâtir un modèle de pêche pérenne, se battre auprès de l'Union européenne pour que les quotas soient pluriannuels et investir dans la décarbonation non seulement de la flotte de pêche, mais aussi du transport maritime ». Cela tombe bien, les projets de décarbonation dans le domaine maritime sont légion en Bretagne... encore faudrait-il les financer ! Mettre une voile en renfort d'un moteur, cela peut permettre d'économiser des centaines de litres par mois.



© G. B. S. A. 10



IL S'EN PASSE DES CHIFFRES... POURTANT, LES MÉDIAS... DÉBATS ET EN DÉLAISSANT... RÉGULIÈREMENT, LE PEUPLE BRETON VOUS FERA PART DE CE QUI SE DIT DANS LES ASSEMBLÉES ELUES ET DONT ON PARLE MOINS...

Eau : le temps des demi-mesures a vécu

En Bretagne, l'eau est une évidence. Arrosée par de nombreuses rivières et fleuves, celle-ci est de plus bordée par la mer. Et, pour couronner le tout, la pluviométrie y est généralement réputée favorable ! Mais surtout, il nous suffit d'ouvrir le robinet pour que l'eau coule. Si bien que l'on mesure mal ce que veut dire le mot « sécheresse »... Après un été caniculaire et sec, la ressource en eau manque pourtant cruellement, comme partout en France. Et il est probable que cela dure. > PAR GAEL BRIAND

Les apports d'eau annuels l'été étant en moyenne plutôt légers, ce ne sont pas les températures caniculaires de juillet-août qui expliquent à elles seules la sécheresse. C'est bien parce qu'il a peu plu les mois précédents que les réserves en eau ne se reconstituent pas. L'association Eau et Rivières de Bretagne ne dit pas autre chose sur son site : « La Bretagne traverse depuis plusieurs mois maintenant une période de sécheresse, résultante d'un hiver peu pluvieux et surtout d'un printemps sec qui n'aurait pas permis aux nappes phréatiques de se recharger suffisamment par les pluies efficaces » qui tombent entre octobre et mars. Or, ces nappes phréatiques, elles, restent sollicitées pour l'eau potable, l'agriculture, l'industrie et l'utilisation courante.

Chaque être humain a en effet besoin en moyenne dans le monde de 20 à 50 litres d'eau par jour. En France, la consommation oscille entre 140 et 150 litres par jour et par personne. C'est dire notre dépendance à l'eau. Et même si la consommation domestique a tendance à baisser du fait d'appareils moins énergivores et de pratiques un peu plus vertueuses, le stress hydrique de certains territoires doit nous conduire à pousser la réflexion un peu plus loin. Comment économiser l'eau ? Comment en faire un usage plus raisonné ?

Prise de conscience ? Peut-on miser sur les comportements individuels ? La lutte contre le gaspillage passe évidemment et aussi par les individus, mais, comme pour les déchets ou la consommation, la responsabilité individuelle ne suffit pas.

Il est trop facile pour les responsables politiques de se défaire quand les décisions collectives dépendent essentiellement d'eux ! Si les « sommets » pour le climat sont des échecs, c'est avant tout parce que les participants se regardent en chiens de falence, personne ne voulant perdre ses avantages compétitifs au motif de sauver le collectif. Un collectif qui a pour nom « Humanité ».

Pourtant, comme l'a dit le tout nouveau ministre de la Transition écologique Christophe Béchu, « ce ne sont pas des chiffres ou des projections, c'est sous nos yeux » (Le Monde du 20 août). Le changement climatique est de plus en plus évident et indéniable. Ses conséquences seront de plus en plus ingérables si les bonnes décisions ne sont pas prises. Sauf à

espérer modifier le climat à coup de technologies hasardeuses, il semble plus évident de changer de système économique. Le capitalisme, basé sur la croissance infinie, ne peut raisonnablement être compatible avec la préservation des milieux. Mais il reste le système par défaut et peu de responsables politiques en place osent ne serait-ce qu'imaginer le remettre en question.

Or, la politique reste hors-sol si elle ne se confronte pas à la réalité. Celle qui montre, par exemple, que l'agriculture productiviste est bien trop gourmande en eau pour être durable, surtout dans un contexte de sécheresse. L'Institut national de la recherche agronomique avançait le chiffre de 550 et 700 litres d'eau (et non 15 000 comme on peut le lire parfois) pour produire 1 kilo de viande de bœuf. Le maïs, par exemple, est très consommateur d'eau et sert principalement à l'alimentation animale.

Selon l'INRA toujours, « l'agriculture, au travers de l'irrigation essentiellement, représente environ 9 % des prélèvements d'eau, mais 48 % de la consommation. C'est le secteur qui « consomme » le plus d'eau, dans le sens où l'eau prélevée par les plantes n'est pas restituée localement : elle est évapotranspirée et réintègre le cycle sous forme de vapeur, avant de retomber ailleurs sous forme de précipitations ». Une eau « déplaçée », donc.

Mais cet été, les agriculteurs ont été à la peine. Moissons avancées dans le meilleur des cas et difficultés voire impossibilités à irriguer dans le pire, notamment sur les lies. Interrogé par Le Télégramme début juin, Breuc Rousseau, maraîcher bio sur l'île de Groix, expliquait avoir « stoppé tout l'arrosage depuis janvier mis à part pour les cultures sous serre où on est, à peu près, à un dixième de ce qu'on utilise en année normale ». Quand l'eau vient à manquer, les connaissances agronomiques et empiriques sont très utiles pour éviter de perdre sa récolte...

Pour pallier le manque d'eau, l'agglomération de Lorient a choisi d'installer une usine de désalinisation, à Groix justement. Les pluies hivernales n'ont pas été suffisamment importantes pour alimenter le barrage de Port-Melin. Or, l'été, la consommation passe de 500 à 1 200 m³ journaliers. Un investissement finalement peu coûteux au regard du prix des convoysages d'eau par navires.

L'extraction du sel de l'eau des mers et des océans est une solution à étudier pour produire de l'eau douce



sans surexploiter les nappes souterraines, mais cela reste un pis-aller. Le recyclage des eaux usées peut également être un apport pour les usages domestiques, agricoles ou industriels. Selon la Commission européenne, plus de 40 000 millions de m³ d'eaux usées sont traités chaque année au sein de l'UE ; un peu plus de 2 % seulement sont réutilisés.

En tout état de cause, on ne pourra éviter les questions qui fâchent : le « modèle » agricole dominant peut-il continuer face au dérèglement climatique ? A Saint-Thurial, la réserve de la Chèze, qui assure 30 % des besoins en eau potable des communes du bassin rennais, n'a pas pu être exploitée du fait des quantités d'eau trop faibles... et des taux de concentration de pesticides !

L'agriculture, selon qu'elle soit productiviste ou non, peut accélérer le changement climatique ou l'atténuer, en stockant du carbone par exemple. Un argument de poids pour engager sérieusement la transition plutôt que de laisser croire qu'un double système parallèle serait possible.

Question agroalimentaire, l'interrogation est la même. L'implantation possible d'une usine à saumons sur la commune de Ploisy, près de Guingamp, sème le doute. Smart Salmon, l'entreprise qui veut s'installer,

annonce prélever 600 m³ d'eau par jour pour alimenter son élevage de 10 000 tonnes de saumons (dans un premier temps). Soit l'équivalent de la consommation de 4 000 habitants selon le collectif Douriou Gouez. Les industries doivent s'adapter au climat, car, lui, ne le fera pas pour elles !

Le surtourisme...

Face à ces conditions climatiques, la question de la capacité des territoires à accueillir un surplus conséquent de population se pose. Cette année, en Bretagne, la saison touristique a été exceptionnelle. Certaines communes, dont la plupart des volets sont fermés l'hiver, ont triplé, quintuplé, voire décuplé leurs résidents durant quelques semaines. La ressource en eau est donc sollicitée et sur-sollicitée, et bien souvent les équipements sont sous-dimensionnés.

Ainsi, la commune de Carnac a vu sa station d'épuration déborder début août, rejetant en baie de Quiberon 240 m³ d'eaux usées non traitées. D'environ 4 000 habitants l'hiver, la commune passe à près de 50 000 l'été ! En pleine saison, la station doit traiter 6 000 m³ d'eaux usées. Une fois encore, ce sont les associations qui ont alerté sur ce débordement. La

Ecluse à sec sur la Maine, au niveau de Port-Callifno (commune de Château-Thébaud), dans le vignoble nantais, prise vers le 15 août.

Le capitalisme, basé sur la croissance infinie, ne peut raisonnablement être compatible avec la préservation des milieux. Mais il reste le système par défaut et peu de responsables politiques en place osent ne serait-ce qu'imaginer le remettre en question

Valérie Tabart : « Penser les fermes comme des écosystèmes »

Valérie Tabart est agricultrice et dirige une entreprise artisanale produisant des moulins à farine. Elle est aussi conseillère régionale de Bretagne et membre d'Ensemble sur nos territoires (ESNT). Au conseil régional, elle siège dans le groupe Breizh a-geiz - autonomie, écologie, territoires. *Le Peuple breton* lui a posé quelques questions sur l'avenir d'une agriculture bretonne confrontée au manque d'eau.

► PROPOS RECUEILLIS PAR NIL CAOUISSIN



Emmanuel Péri / Réseau Ecologie

La retenue d'eau sont-elles une autre solution pour éviter les pénuries ? Si on parle des bassins du Poitou-Charentes, c'est non ! C'est la fuite en avant, on stocke de l'eau pour continuer avec des cultures qui en consomment trop. Il faut réfléchir aussi sur les usages collectifs. Ce n'est pas possible de prévoir des aménagements pour quelques-uns seulement. Il y aura peut-être besoin de retenues pour l'eau de pluie, mais surtout pas de retenues à partir de pompages dans les nappes. De toute manière, en Bretagne, on a surtout des eaux superficielles, donc cette question ne se pose pas vraiment. On peut aussi reconstituer des zones humides pour garder le trop-plein des cours d'eau du printemps (quand il y a trop-plein), c'est une idée qui circule.

Les problèmes de qualité de l'eau peuvent aussi réduire la ressource disponible... Pascal Hervé, vice-président chargé de l'eau à Rennes métropole, prône l'idée d'équiper dès aujourd'hui le monde agricole pour le désherbage mécanique, pour réduire les pollutions d'eau. En effet, moins on a d'eau, et plus c'est problématique d'avoir des captages fermés à cause des pesticides. L'eau est trop rare, on ne peut pas se permettre de la polluer. On a déjà le problème des métabolites, ces produits de la dégradation des pesticides, dont on ne connaît pas bien les propriétés. Sur 100 000 métabolites, on n'arrive à en rechercher que 200... Si on arrive à les tracer tous, combien de captages pourraient rester ouverts ? Il faut vraiment accompagner la sortie des pesticides de synthèse.

Le Peuple breton : On a connu cet été des records de température en Bretagne, des sécheresses et des incendies. En tant qu'agricultrice et en tant qu'élu, comment vois-tu l'avenir de l'agriculture en Bretagne si le climat de cet été devient la nouvelle normalité ? Valérie Tabart : Il y a d'abord un impact sur la production. Le problème d'eau provoque une crise très profonde chez les maraîchers, une baisse de production de 20 à 30 %, et des problèmes pour toutes les cultures. Cela pose aussi question pour l'élevage. Il y aura une chute de la production, du chiffre d'affaires, des revenus. On est convaincu de la nécessité de transformer le modèle agricole. Il faut retrouver une connexion beaucoup plus forte entre la production et ses facteurs : l'eau, le sol, le climat. Il faut accompagner le monde agricole, car il faudra des compétences d'adaptation, et plus de connaissances agronomiques.

A contrario, certains producteurs trouvent-ils un avantage aux nouvelles conditions climatiques ? Je ne parlerais pas d'avantages, mais les fermes qui ont préservé des zones humides, replanté ou gardé du bocage, travaillé la diversité des productions s'en sortent mieux, ont plus d'humidité dans le sol. Il faut penser les fermes comme des écosystèmes. Il faut promouvoir toutes les techniques qui permettent à l'eau de s'infiltrer et de rester dans l'écosystème agricole. Mais ne nous voilons pas la face, tout le monde souffre, à divers degrés.

A-t-on déjà des solutions pour produire malgré le manque d'eau ? Utiliser de nouvelles variétés par exemple ? Des nouvelles ou des anciennes ! Revenir à la betterave serait intéressant, c'est une plante fourragère résistante à la sécheresse, et très bonne pour le bétail. C'est aussi le cas du sorgho. On aurait sans doute moins de volume de

production qu'aujourd'hui, ce qui suppose de moins miser sur le volume pour les productions animales, et plus sur la valeur ajoutée. Par exemple, pour le maïs, il faudrait des variétés moins consommatrices d'eau, mais on peut se poser la question sur le maïs lui-même : la production de maïs consomme beaucoup d'eau et il faut la compléter avec des importations de soja, qui proviennent de la déforestation...

La profession est-elle prête à se saisir de toutes ces transformations ? Les agriculteurs doivent se sentir accompagnés et il faut regarder les choses globalement : il n'y a pas que l'agriculture qui consomme de l'eau. Il ne faut pas les pointer du doigt comme s'ils étaient les seuls responsables. Il faut aussi regarder le surtourisme, des projets contestés et très consommateurs d'eau comme l'usine à saumon de Plouisy... Il y a besoin de réflexion collective à l'échelle des bassins versants sur le partage de l'eau, et sur les pratiques : celles de l'agriculture, mais pas seulement. J'avais interpellé Loïc Chesnais-Girard à ce sujet en commis-

Vie et l'Association pour la protection de la rivière de Crac'h ont adressé un courrier au préfet du Morbihan et au président d'Auray Quiberon Terre atlantique. Le problème est connu depuis longtemps, mais personne ne veut se lancer dans le chantier puisque les investissements sont colossaux et surdimensionnés pour un usage à l'année. Le journal *Le Monde*, dans un article daté du 16 août et signé Benjamin Keltz, expliquait qu'à l'Île-de-Batz, la station d'épuration ne respecte pas non plus les normes : « L'équipement est incapable de traiter les eaux usées de la population estivale. La municipalité a validé la construction d'une nouvelle usine pour un coût de 2,3 millions d'euros. Une somme conséquente pour une commune au budget d'investissement annuel de 300 000 euros. »

La encore, Eau et Rivières de Bretagne alerte : « L'augmentation générale des températures, en augmentant l'évapotranspiration des plantes plus tôt dans l'année, se traduit par un avancement assez général des dates de début des étages. Ceci est préoccupant en zone touristique, car le début de saison intervient maintenant avec une ressource en baisse. Par contre, la durée des étages varie peu. »

Désormais, il est courant d'entendre parler de limitation de la fréquentation touristique. Un paradoxe pour un pays dont les élus passent leur temps à parler d'attractivité et qui ne jurent que par ce « pilier » de l'économie

Cette réflexion sur le surtourisme n'est pas propre à la Bretagne : de nombreux sites dans le monde (Venise, le Machu Picchu...) ont commencé à restreindre l'accès des touristes, car la fréquentation devient démentielle et met en péril les lieux. Accueillir, bien sûr, mais quand des troupes de personnes se concentrent dans un même lieu, ils détruisent la ressource.

Interdire ? Cet été, les interdictions ont (légitimement) été nombreuses. Dans les Côtes-d'Armor notamment, il était totalement interdit aux particuliers d'arroser les potagers, y compris la nuit. Mais avec quel contrôle ? La société policière (voire la délation) n'étant pas dans nos principes, il faut imaginer des systèmes qui dissuadent ou qui incitent plutôt que de faire la morale. Car on aura beau interdire les douches sur les plages, les baigneurs se rinceront chez eux. Quant au marché des piscines individuelles, il se porte à merveille.

De fait, plutôt que de se gargariser de bons mots, il faut réfléchir au moyen d'économiser l'eau tout en laissant l'usage du quotidien facile pour tous. Une solution pourrait consister à rendre gratuits les premiers mètres cubes d'eau, de façon à ce que le besoin soit assuré. Le coût du surplus, en revanche, pourrait augmenter de façon exponentielle, par exemple pour dissuader le remplissage de piscines en pleine canicule...

Une chose est certaine : quand on voit les étages des cours d'eau, on se dit que le temps des demi-mesures a vécu. Certaines décisions seront sûrement impopulaires, mais si elles sont nécessaires, les élus doivent les assumer et faire en sorte qu'elles s'appliquent. Pour le bien commun.

Stopper l'artificialisation Capter l'eau, c'est d'abord lui laisser la possibilité de s'infiltrer dans les nappes. Cela suppose donc de stopper l'artificialisation, mais plus largement de revégétaliser. Les surfaces imperméables sont de plus en plus nombreuses et l'eau de pluie ruisselle vers les égouts ou la mer. De l'eau « perdue », en tout cas pour un usage humain. De même, l'absence de talus facilite le ruissellement des précipitations et l'érosion de la terre, qui part dans les rivières, participant à l'envasement des cours d'eau et à la mortalité des espèces qui les habitent.

La désimperméabilisation des sols, notamment dans les villes, est d'autant plus importante que la sécheresse durcit la terre. Si bien que l'infiltration est mauvaise en cas de pluie. Résultat : si des pluies abondantes surviennent après un épisode de sécheresse, cela favorise les inondations ! En Bretagne, on a pu se réjouir de voir la sécheresse suivie de pluies fines types bruine ou crachin, une façon de réhydrater petit à petit les sols, en espérant de plus grosses averse qui ruisselleraient moins en surface. Mais si les milieux naturels, en effet, sont peut-être résilients, ils ne peuvent pas tout supporter, tout absorber.



Banque d'images en ligne. © B. B. 10

Quand les monts d'Arrée brûlent...

Cet été a été marqué par de nombreux incendies partout en France. En Bretagne, les deux plus impressionnants furent la forêt de Paimpont et surtout les monts d'Arrée. Témoignage.

► PAR FULUP PLOUZANÉ

D'abord, il y a la sidération en voyant cette colonne de fumée qui s'élève très haut dans le ciel sans nuages des monts d'Arrée, en cet après-midi du 18 juillet, jour de températures record – plus de 40 °C à l'ombre. Puis l'inquiétude, en constatant que cela s'épaissit et progresse, du sud, du Yeun Elez, de Brennilis, Braspartans et Saint-Rivoal, vers le nord, Commana, Saint-Cadou... Le soleil est occulté, des cendres retombent comme du duvet à des kilomètres du foyer.

Et puis les réseaux s'agitent : un hameau de Saint-Rivoal, puis la commune de Botmeur sont évacués ! Le vent pousse le feu vers les sources de l'Elorn, et, à la nuit tombée, une leur inhabituelle, rose, puis rouge, éclaire le ciel noir, au nord des crêtes. Impossible d'aller dormir. Les pompiers vont et viennent entre le lac du Drennec et le feu. Et vers 4 heures du matin, de la maison on voit les flammes passer la crête à moins d'un kilomètre et avancer côté Léon, les sapins crépitent sous l'effet des flammes. Les gars du feu se regroupent et font un point à la sortie du village, je vais aux nouvelles : un front de 700 à 1 000 mètres continue de progresser direction nord-ouest.

À 5 heures, les gendarmes nous demandent d'aller nous réfugier à la salle omnisports de Sizon. Nous laissons la maison et les chats... De nombreux habitants de Botmeur sont là depuis plusieurs heures et ont dû eux aussi évacuer, laisser leur maison et leurs animaux. L'angoisse est palpable, mais

discuter fait du bien. On a confiance en nos pompiers et on espère que les champs, les routes, feront barrage à la progression du feu. La nuit est courte, mais, au matin, le maire de Botmeur vient rassurer la population : le feu est ralenti, aucune habitation n'a été touchée. Nous regagnons notre maison dans l'après-midi, Botmeur pourra rentrer le lendemain soir seulement. Le sud des monts d'Arrée a été bien plus touché que le nord ; la cuvette du Yeun Elez mérite encore plus son appellation de « Portes de l'enfer »...

Vont suivre plus de trois semaines de vigilance, avec ces vents tournants, des fumerolles toujours présentes, des redémarrages de feu, surtout à partir du 6 août. Il faudra attendre le 13, les 42 largages de 6 000 litres des bombardiers d'eau suédois et l'orage de la nuit pour voir les feux enfin maîtrisés, près de quatre semaines après leur départ. Au 18 août, la surveillance était toujours de mise, la randonnée interdite.

Inquiétude pendant un mois pour les habitants, énervement aussi parfois, d'observer ces touristes d'un nouveau genre venir « voir », une curiosité malsaine, souvent ressentie comme du voyeurisme par des gens désirant la tranquillité et ne comprenant pas que l'on puisse faire de cette désolation un spectacle.

Les réseaux sociaux n'étaient pas en reste, relayant des publications ou des commentaires parfois déplacés, déconnectés de la réalité du terrain. Ils ont malgré tout permis aussi un vrai échange d'informations entre les locaux sur l'évolution du feu, les conditions de circulation, avec des photos, parfois belles il faut le dire, qui permettaient de se rendre compte des dégâts, visibles sur la flore, que l'on imagine sur la faune. Des interrogations sur l'eau potable en aval du lac de Brennilis, sur l'air enfumé que l'on a respiré pendant des semaines (irrité ou pas ?). Et des messages de soutien très nombreux.

Car si l'émotion a été forte pour les Bretons, c'est du fait de l'image des monts d'Arrée, enfer et paradis à la fois, l'enfer froid du Yeun Elez, au cœur de nombreuses légendes, le paradis d'un espace naturel géant préservé, avec son relief, sa végétation typique... Les monts d'Arrée sont un mythe pour la Bretagne, comme Brocéliande, dont l'incendie a très vite provoqué des réactions passionnées. Le symbole de la chapelle Saint-Michel épargnée par les flammes a aussi frappé les imaginations. Terrain fertile pour le sensationnalisme mystique et toc de la presse qui a montré des « indiens » venus faire la cérémonie de la pluie et évoqué des rites sataniques.

Les choix de gestion

Les conditions étaient réunies pour un feu durable, elles sont globales – le réchauffement climatique, la canicule, la sécheresse – et locales : un territoire de landes avec des pins, la tourbe qui peut se consumer pendant des semaines, des terres difficilement accessibles. De nombreux autres incendies ont touché la Bretagne sans avoir cette ampleur.

L'étincelle est humaine. Criminelle, apprend-on, car plusieurs départs de feu ont été constatés, deux d'entre eux à quelques dizaines de mètres l'un de l'autre. La rumeur va bon train, bien sûr. Mais si l'on remonte dans un passé récent, on trouve d'autres causes humaines.

La responsabilité des élus est de lutter contre le réchauffement global – vaste chantier – et de protéger le territoire en lui permettant de s'adapter. Depuis la grande sécheresse et l'incendie de 1976, les collectivités devaient gérer ces landes en entretenant les voies carrossables, anciennes ou créées après les incendies récents. Effectivement, il faut un réseau accessible notamment aux pompiers, mais les plans d'entretien successifs n'ont jamais été suivis dans la durée. Une

fois l'émotion d'un grand incendie passée, on réduit les ambitions et la violence. Le comité de pilotage mis en place suite à l'incendie de 2010 n'a rien donné de durable, en sera-t-il autrement du COPIL 2022 ? La responsabilité de l'État est lourde par sa complaisance.

Les choix de gestion ont fait la part belle au tourisme, dans ce secteur si propice à la randonnée. Un usage agricole « traditionnel », comme cela se faisait depuis des lustres, aurait permis d'entretenir cette lande. Des expériences ponctuelles ont bien été menées (fauchage des landes, écoouage...), mais la question de l'usage pastoral de ces terres froides a généralement été ignorée. Les éleveurs bovins du GAEC Black Angus de Saint-Rivoal ont bien montré que des parcelles pâturées laissent moins de prise au feu. Les voilà, les pare-feux dont nous aurions eu besoin !

Ce mode de gestion agricole adapté et durable est marginalisé, car il ne rentre pas dans les priorités des syndicats agricoles majoritaires : si ces terres ne peuvent pas être exploitées de manière intensive, on les laisse au tourisme et aux doux rêveurs écologiques avec leurs élevages anecdotiques... Elles sont protégées et ne peuvent même pas être incluses dans les plans d'éparquage dont les gros producteurs ont tant besoin.

Bien sûr, on grignote peu à peu, comme avec ce méthaniseur installé à Commana, en limite de zone Natura 2000, et qu'il fallait protéger à tout prix ; le préfet le savait bien, qui a fait venir un avion Dash pour larguer son retardant en amont. Aujourd'hui, le monde agricole va vouloir profiter de la situation pour avancer ses pions, par exemple avec des projets de bassines afin que l'eau soit plus facilement accessible. Une mauvaise solution, car ces stockages d'eau se font aux dépens du fonctionnement naturel des zones humides qui, en elles-mêmes, permettent au milieu de résister à la sécheresse. Et de renaitre quand un incendie de basse-

Quelles landes, de Galan ?

La droite, fin xx^e siècle, puis la gauche, début xx^e, ont failli. Le PS avait toutes les manettes, à la fois au Département, à la Région et au Parc naturel régional d'Armorique depuis une vingtaine d'années, avant de laisser la place à la bonne droite de retour au Département et donc au Parc en 2021. Au début de son mandat, le président du conseil départemental avait annoncé la couleur : sa politique en matière d'écologie serait de planter 500 000 arbres. C'est un peu court ! Il a ressorti cette idée ici, mais c'est en bonne partie inadaptable sur ce terrain, même avec l'aide de François Pinault !

Il y a peu, la majorité du conseil départemental a décidé d'arrêter de subventionner le CIVAM (Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural du Finistère). L'aide du Département approchait 10 % du budget de l'association de formation et d'accompagnement pour une agriculture durable ; clairement, cette ligne n'est pas celle de la droite. Si les choix agricoles ne sont pas les bons, si l'on gère les moyens selon les principes de McKinsey, les agents publics ne seront effectivement pas en mesure de faire face et on aura beau jeu d'externaliser, en arguant d'une insuffisance du service public ! COFD.

Maël de Galan a lancé un dialogue avec son collègue du Morbihan afin de mutualiser des moyens et peut-être des investissements face à la faiblesse de la réponse de l'État. C'est surtout là aussi une opération de communication entre deux leaders de la droite régionale, qui veulent se montrer volontaristes. À moins qu'ils ne découvrent les avantages de la « décentralisation » ?

Le président du conseil départemental a annoncé vouloir que le site soit « restauré » d'ici un an, à l'instar d'un Macron pour Notre-Dame de Paris. Le même Macron qui annonce être engagé dans une grande réflexion sur le rôle des landes à l'intérieur, alors que le gouvernement et les ministres ont été

particulièrement absents – c'est les vacances, après tout...

Et les agris ?

La question de l'indemnisation des agriculteurs a fait débat, car ceux-ci sont venus spontanément, par solidarité, aider à lutter contre l'incendie ; ils sont les mieux équipés après les pompiers. Il s'agit pour eux de protéger leur outil de travail et de préserver notre cadre de vie commun. C'est ensuite « le » syndicat qui a demandé une indemnisation. Qu'un élu local de La Feuillée ose expliquer qu'il préfère un financement renforcé des moyens publics et c'est le toile ! C'est simplement un refus de perpétuer ce système qui indemnise sans faire évoluer le système de production et de gestion, qui saupoudre au lieu d'investir, qui fait des choix curatifs, de court terme. Et monétiser la solidarité va à l'encontre des traditions séculaires de la Bretagne.

Certains élus ont parlé de conventionnement des agriculteurs avec les collectivités, voire de réserve citoyenne, mais peut-on faire confiance à des organisations qui n'ont pas l'intérêt général pour boulesse ? Pour les grands élus comme pour les organisations agricoles, il s'agit de faire de la communication, du greenwashing, de pousser plus avant ces politiques libérales qui sont contre-productives pour l'agriculture et l'environnement, au niveau global comme au niveau local, pour l'avenir des monts d'Arrée. Il faudra pourtant trouver un partenariat équilibré et responsable avec le monde agricole.

« La nature reprendra ses droits », entend-on. Nous devons tout faire pour que la gestion des monts d'Arrée ne soit pas inspirée par McKinsey et la FNSEA. Sinon, adieu les korrigans, ils choisiront un enfer plus froid.



Repenser le système redistributif

Environ la moitié de la population est allocataire de la CAF. Les travailleurs sont de plus en plus nombreux à avoir recours aux prestations sociales non contributives (versées sans contrepartie de cotisations) et, pour certaines franges de la population, les aides représentent une part croissante des revenus. Allons-nous vers une société de l'assistanat, comme se plait à dire une partie de la classe politique ? Qu'est-ce que cela signifie et à qui cela profite-t-il réellement ?



PAR AODREN TREHIN
Aides pour l'isolation, APL, HLM, prime d'activité, aides à la mobilité, PTZ, chèque énergie, chèque alimentaire... la liste est longue. Il existerait aujourd'hui, à l'échelle locale et nationale, pas moins de 1 500 aides différentes ! À l'origine, les prestations sociales étaient conçues pour les situations d'impossibilité à subvenir à ses propres besoins par le travail, tels que le handicap, la maladie, la retraite, le chômage, les études... Or, on assiste aujourd'hui à la normalisation et à une généralisation du recours aux aides de la part d'individus occupant un emploi, y compris à temps plein.

Cet accroissement de la dépendance aux aides implique de sans cesse se tenir informé, se justifier, rendre des comptes (les aides étant pour la plupart conditionnelles et leur versement non automatisé), renseigner sa situation, s'actualiser... Le temps administratif et la charge mentale afférente prennent de plus en plus de place dans nos vies. Désormais, tout un chacun se doit de développer sa compétence administrative dès lors qu'il veut toucher son dû.

Cette complexification de l'accès aux ressources a même fait émerger une nouvelle application, « Toutes mes aides », qui recense les prestations sociales auxquelles ses utilisateurs ont droit pour ne passer à côté d'aucune aide !

Outre la problématique bureaucratique, il est central de dresser le constat selon lequel, dans un contexte d'inflation et de crise du logement, l'autonomie financière par le travail est un horizon menacé, qui s'éloigne au

profit d'une normalisation du statut de « demandeur d'aide ».

Plutôt que de nous rejouer de tous ces « coups de pouce » de l'État, plutôt que de se contenter de revendiquer leurs revalorisations (bien qu'évidemment pertinent dans certains cas), il est urgent de remettre les choses en perspective et de se questionner sur le rôle de ces aides. À qui ce système profite-t-il réellement ? Cette dépendance accrue est-elle orchestrée ? Et, si oui, dans quel intérêt ?

Prenons quelques exemples : sur la question brûlante des loyers, cédant face à l'UNPI (Union nationale des propriétaires immobiliers), le gouvernement vient d'opter pour un plafonnement de la hausse (à 3,5 %) couplée d'une augmentation de 3,5 % des APL (soit 188 millions d'euros de dépenses supplémentaires d'ici la fin de l'année) plutôt que pour un gel, qui aurait eu l'avantage de ne rien coûter en fonds publics. Ce choix marque la préférence à aider les propriétaires à poursuivre la hausse de leurs revenus localisés au détriment de leurs locataires, dans l'immense majorité des cas.

Et que dire de la prime d'activité ? Cette aide, qui coûte à l'État près de 10 milliards d'euros par an (4,6 millions de bénéficiaires en 2022, soit 16 % de travailleurs), permet à des entreprises d'avoir accès – sans avoir à justifier de difficultés financières – à de la main-d'œuvre à bas coût, la faiblesse des salaires étant compensée par cette aide versée par l'État aux travailleurs via les caisses d'allocation familiales.

Quant à l'aide sur le carburant, n'étant pas ciblée, elle bénéficie davantage aux ménages les plus riches, tout simplement parce qu'ils en consomment plus.

Plus que des « aides », les prestations sociales sont donc à considérer comme des « dédommagements » pour tenter de rendre acceptable la faiblesse des rémunérations. L'importance du système français de redistribution, champion d'Europe en la matière, est à la fois symptôme, cause et conséquence de l'accroissement des inégalités et de la paupérisation des classes moyennes et populaires.

Telle qu'elle existe actuellement, la politique sociale redistributive non contributive permet aux plus aisés de s'enrichir. Car, si assistant il y a, certaines données factuelles laissent à penser qu'indirectement il cible le patron et les propriétaires en premier lieu.

Les prestations sociales ne sont qu'un leurre, un pansement permettant au libéralisme économique de perdurer. En somme, une logique palliative plutôt que préventive. Soulignons d'ailleurs que ces prestations dites « non contributives » sont mal nommées, car un bon nombre de leurs bénéficiaires sont également des travailleurs-contributeurs via leurs impôts. Or, on sait que proportionnellement aux revenus, ce sont les moins favorisés qui en paient le plus.

Macron n'avait donc pas tout à fait tort en disant en 2018 que les aides coûtent « un pognon de dingue ». Là où le bât blesse, c'est que c'est aux plus pauvres qu'elles coûtent le plus cher et qu'indirectement c'est aux plus riches qu'elles bénéficient. Fabriquer de la pauvreté et de la précarité pour ensuite fabriquer de l'aide pour y remédier, ce raisonnement atteint des limites. Ne serait-il pas temps de dire haut et fort : « Nous ne voulons pas être aidés, nous voulons être rémunérés ! »

Pour ou contre le transport gratuit ?

Serpent de mer de la vie politique, la question de la gratuité des transports n'en finit pas d'alimenter les conversations. Solution contre la vie chère (et notamment le prix de l'essence) ou contre le réchauffement climatique pour les uns, gabegie financière pour les autres... faut-il rendre gratuits les transports en commun ? L'expérience de quasi-gratuité à très grande échelle menée en Allemagne offre la possibilité de tirer quelques enseignements.

PAR GAEL BRIAND

L'expérience de Dunkerque a ouvert la voie et nombreuses sont les municipalités qui ont voulu faire des tests. À Nantes ou Quimper, par exemple, les transports sont désormais gratuits les week-ends. Ils sont totalement gratuits à Dinan Agglomération, Saint-Brévin-Pins ou encore Vitre Communauté. Il serait d'ailleurs intéressant de tirer un bilan dans chacun de ses territoires. D'ici là, c'est l'expérience temporaire allemande menée ces trois derniers mois qui va nous intéresser. Elles nous donnent en effet des indications sur les écueils à éviter.

Pour beaucoup en effet, la gratuité serait la solution pour démocratiser les transports en commun. Cet été, la mesure a été réclamée au gouvernement par la voix de la députée LFI Nathalie Ozil par exemple. Et pour cause : en termes de fréquentation, le billet allemand à 9 € sur tout le réseau de trains/bus/tramway est un succès ! Le ministre des Transports allemand a tweeté le 9 juillet dernier que celui-ci était même « fulgurant », ajoutant : « La leçon la plus importante est que si les zones tarifaires compliquées disparaissent et que les billets sont valables dans toute l'Allemagne, les transports publics seront beaucoup plus utilisés. »



De fait, la mesure a pris de court le fédéralisme prussien, normalement, la gestion des transports publics dépend des Länder. Néanmoins, force est de constater qu'en juin dernier, les voyages en train dans toute l'Allemagne étaient en moyenne 42 % plus élevés qu'en juin de l'année 2019. Début août, près de 40 millions de billets avaient été vendus, selon l'association des entreprises de transport public allemandes (Verband Deutscher Verkehrsunternehmen). Et plus de 30 millions d'Allemands détenaient ce fameux ticket. L'avantage de la simplicité. En matière de transports comme du reste, les dispositifs compliqués brouillent la lisibilité des politiques publiques.

Un report modal ?

Cette mesure, adoptée assez rapidement, est en réalité une façon d'en corriger une autre : la remise accordée aux automobilistes sur les prix des carburants à la pompe ! L'expérience a un coût : environ un milliard d'euros par mois. Mais quel était l'objectif de ce dispositif ? Le ministre des Transports du Bade-Wurtemberg, Winfried Hermann, expliquait le 20 mai : « Nous espérons qu'il s'agira d'une mesure promotionnelle efficace pour abandonner la voiture et prendre les transports en commun. » L'objectif n'était donc pas tant d'agir sur le portefeuille, mais bien d'effectuer un report modal de la voiture individuelle vers le transport collectif. Et, de ce point de vue, le résultat est nettement moins enthousiasmant.

Car si les Allemands se sont précipités sur cette offre, ils n'ont pas pour autant lâché leur voiture ! Seuls 3 % des personnes interrogées par les chercheurs ont utilisé leur propre véhicule moins souvent. En réalité, cette offre a simplement permis un accroissement de la mobilité, principalement pour le loisir ! Preuve en est : ce sont les week-ends que le trafic a été le plus fort. Ainsi donc, le risque d'une gratuité totale sans amélioration de l'offre est de créer des « mésusages » : quand un piéton prend un transport en commun par effet d'aubaine (parce qu'il est gratuit), il ne réduit aucunement le flux routier... En revanche, il sature la place disponible ! Et c'est justement ce qui est arrivé en Allemagne : 22 % des habitants ont utilisé le bus et le train alors qu'ils ne le faisaient pas d'ordinaire, ce qui est une excellente chose, mais cet engouement a été douché par les files d'attente et les gares bondées. Pas sûr que cela soit convaincant pour les trajets domicile-travail.

Un coût socialisé

Par ailleurs, les foyers les plus modestes n'en ont pas plus profité que les autres. Quand le service public est dit « gratuit », son coût est socialisé, payé par l'impôt en général. L'égalité voudrait que tout le monde puisse bénéficier d'une politique publique, mais doit-elle payer les trajets de vacances ? La question du prix est toujours un sujet pour une famille, mais elle n'est pas l'alpha et l'oméga d'une politique publique. Il faut avant tout travailler l'offre ! Reste qu'en France, le coût des billets de train ne cesse de croître. En mai dernier, l'Insee évoquait une augmentation de plus de 15 % par rapport à 2021.

Critiquer la gratuité n'est pas populaire. Mais il s'agit surtout d'être efficace face à l'urgence écologique et, pour cela, il faut réduire le flux des voitures, pas augmenter la mobilité ! À partir du 1^{er} septembre, c'est l'Espagne qui va mener cette expérience en rendant gratuits certains billets de train jusqu'au 31 décembre. Nous aurons là un deuxième test à commenter... ●

Soutien à Vincenzo Vecchi !

Il y a trois ans, l'UDB apportait déjà son soutien à Vincenzo Vecchi, militant poursuivi par la justice de son pays, l'Italie, pour le simple fait d'avoir... manifesté. Le 14 juillet dernier, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a rendu un arrêt obligeant la France à remettre le militant altermondialiste à la justice italienne. Cette décision est grave sous différents aspects. Petit rappel des faits. ► PAR JEAN-CHRISTOPHE CORDAILLAT-DALLARA

En 2001 s'est tenu à Gênes un « sommet » des puissances les plus industrialisées du monde (G8) sous la férule de Silvio Berlusconi. Cette classique grand-messe des États autoproclamés maîtres du monde est régulièrement bousculée par des manifestations altermondialistes. Or, celle de Gênes a certes débuté de manière pacifique, mais la volonté du chef du gouvernement italien d'imposer l'ordre a mené à une montée des tensions entre manifestants et forces de police. Le 21 juillet, une grande manifestation unitaire rassemblant au moins 300 000 personnes se transforme en batailles de rue qui entraînent 600 blessés côté manifestants et à la mort d'un étudiant de 23 ans, Carlo Giuliani, tué par un policier.

Après avoir été attaqué par la CJUE pour sa gestion de l'ordre, l'État italien sera pourtant acquitté par cette même cour en 2011 malgré de nombreuses

polémiques et des preuves flagrantes de la violence des forces de l'ordre, allant jusqu'à des épisodes de charges sur des journalistes, des arrestations arbitraires et même des actes de torture et de violences sexuelles (épisodes de l'école Diaz et de la caserne de Bolzaneto).

C'est dans ce contexte que l'État italien décide, en prime, de faire des exemples en introduisant une incrimination collective de délit de « dévastation et pillage » dans le code pénal italien, loi venant directement de l'époque mussolinienne. Bien que Vincenzo Vecchi ait déjà purgé une peine à la suite des manifestations, l'Italie émet un mandat d'arrêt européen (MAE) à son encontre ; il fuit alors en Bretagne, en 2011, afin d'échapper à une peine clairement disproportionnée.

Car que reproche l'État italien à Vincenzo Vecchi, concrètement ? Rien ! Il ne s'est rendu coupable d'aucune violence. Pour l'État italien, le seul fait d'avoir été présent fait de lui un « complice par concours moral » lui faisant risquer douze ans de prison. En somme, on condamne le fait d'avoir manifesté.

En 2019, Vincenzo Vecchi, toujours réfugié en Bretagne, est arrêté par la justice française. C'est à cette époque que le collectif se forme pour le défendre. Les cours d'appel de Rennes et d'Angers rejettent le MAE, le concours moral n'étant pas reconnu en France.

Pourtant, le procureur d'Angers va décider d'envoyer l'affaire à la Cour de cassation, à Paris. Cette dernière, se jugeant incompétente, saisira la CJUE en 2021, provoquant ainsi la demande d'extradition. À l'heure actuelle, nous ne

savons pas ce que souhaite la justice française. Mais il est plus que probable que Vincenzo Vecchi serve de moyen de négociation entre les deux États.

Des lendemains qui déchantent

Le 3 août, une délégation de l'UDB a rencontré le comité de soutien de Rochefort-en-Terre, qui lui a démontré que cette décision concernant le mandat d'arrêt européen pourrait faire jurisprudence. Elle annonce des lendemains qui ne chantent guère pour une Europe auparavant construite sur des volontés de paix et de justice. Cela signifie que des personnes en fuite à travers l'Europe pour éviter des sanctions politiques peuvent être inquiétées. Ainsi, qu'advient-il de Charles Puigdemont, par exemple ? Allons plus loin : imaginons une militante pro-IVG ou une femme condamnée pour IVG en Pologne et qui s'enfuit. Si la Pologne la réclame, elle serait nécessairement extradée !

Il ne s'agit donc pas seulement de défendre un militant sur lequel un pouvoir autoritaire s'acharne. Il s'agit de défendre notre propre droit de manifester et les principes démocratiques européens. Pour ces raisons, nous devons nous mobiliser autour de Vincenzo Vecchi. Autour des comités de soutien, mais aussi à Nantes. Le 24 septembre, dans le cadre d'une journée européenne d'action de soutien à Vincenzo, et aussi le 11 octobre à Paris. ●

► Contact : comite.soutien.vincenzo@gmail.com https://www.comite.soutien.vincenzo.org

Les émeutes de Gênes lors du sommet du G8 ont donné lieu à des charges de police extrêmement brutales.



18 - Le Peuple breton | septembre

POBL VREIZH

Kenwerzh etrebroadel, hentoù pourveziñ da suraat

Gant ar bandemiezh hag ar brezel en Ukraina eo deuet anat e ranker kaout darempredoù kenwerzhel asur gant an estrenvro. Betek-hen e oa diazezet ar c'henwerzh etrebroadel war ar c'houstonoù produñ dreist-holl. Dont a ra da vezañ politikeloc'h hiviziken. Kinnig a ra an Amerikaned ur mod nevez da aozañ ar c'henwerzh etrebroadel, ar "friendshoring", kenwerzhañ etre mignoned. ► GANT PAOL AR MEUR

Pa oa aet priz ar gwinizh war uhelaat e-kerzh ar bloavezhioù paseet e oa bet taolioù dispac'h e meur a vro, e Ejipt, Tunizia, Senegal peurgetket

Diskouez a ra marc'had etrebroadel ar gwinizh ar c'hudennou a c'hell degas al liammoù kenwerzhel etrebroadel pa ne vez nemet un nebeud broioù o kinnig danvez ha ne c'heller ket ober heptañ ken. Gwerzhet e vez 94 % eus ar gwinizh war ar marc'had etrebroadel gant dek bro. Terrñ a ra ar gwinizh 20 % eus an ezhommou boued ar bed. E-pad an ugent bloavezh diwezhañ eo aet war uhelaat perzh Rusia hag Ukraina er marc'had-se. Emaint, o-div, oc'h ezhporzhañ etre ar c'hard hag an drederenn eus ar gwinizh gwerzhet er bed. Hervez gouarnamant Ukraina ne c'heller ket 30 % eus ar parkeier bezañ hadet abalamour d'ar brezel, hag izeloc'h e vo an askoradou en takadoù a c'hell bezañ labourer dre ma vanko tresloc evit ar mekanikoù ha temzoù. Peadra zo da vezañ enkrezel gant disoc'h an darvoud. Hervez an FAO, Aozadur ar Broadoù Unanet evit ar Boued, ez a ar pourevzioù boued degaset gant Rusia hag Ukraina da derrañ ouzhpenn 30 % eus an ezhommou e hanter-kant bro, ouzhpenn 50 % e 26 anezho zoken. Kaset e vez ar gwinizh-se da Afrika an Norzh, Turkia, Yemen, ledenez Arabia, Pakistan, Bangladesh. Er bloavezhioù tri-ugent ne veze ket bevezet kement a winizh e seurt broioù. Aet eo an impil eus ar gwinizh war greskaat diwar goust hin ar sorgo, ar miell hag an heiz. India a c'helle pourveziñ lod eus ar broioù-se. An navet eus ar broioù a werzh gwinizh er bed eo, met ezhomm zo eus an danvez-se enni evit magañ he foblañs (ouzhpenn ur miliard a dud). Seul enkrezoùc'h eo enkadenn ar pourevzid ed ma 'z eo bresk ar peoc'h sokial er rannvedoù-se, bras-spontus pouez al lodenn miret evit prenañ boued e korvodet ar renkadou izel. Pa oa aet priz ar gwinizh war uhelaat e-kerzh ar bloavezhioù paseet e oa bet taolioù dispac'h e meur a vro, e Ejipt, Tunizia, Senegal peurgetket. Nerzh produñ al labour-douar a c'helle ouzhpenn-se mont war uhelaat e kalz broioù abalamour da gresk koust an

energiezh hag an temzoù, gant ar braz ma 'z eo perzh Rusia er marc'hadoù-se.

Kenwerzhañ er rannvedoù

Kalz liammoù kenwerzhel etrebroadel diasar zo ha kalz danvezioù ezhporzhet ne c'heller ket ober hepto, evel an danvezioù energiezh peurgetket. N'eo ket broioù industriel ar C'hornog dibourvez koulskoude evit talañ outi. Graet e vez kalz eus an eskemmoù e diabarzh o rannvedoù. An ezhporzhiadurioù diabarzh zo 50 % eus ar re graet en Amerika an Norzh, 70 % eus ar re graet e Europa. Assoc'h e chom kenwerzhañ gant an amezecien. Gant ar bandemiezh hag ar brezel e Ukraina e vo dibabet moarvat kaout ur strategiezh kenwerzhel asuroc'h en amzer dazont. Komprenet eo bet gant an Alamanned ar fazi o doa graet p'o doa diazezet nerzh o buhez ekonomikel war danvezioù energiezh pourchasat gant Rusia. N'eo ket nevez pouez kreñvoc'h ar marc'hadoù rannved koulskoude. Ne oa ket deuet ar gouarnamantoù a-benn d'em glevet war ar reolennoù da gaout war marc'had ar bed e-kerzh ar bloavezhioù paseet pa oant bet bodet gant Aozadur Bedel ar C'henwerzh, ha gant emglevioù rannved e oa bet aozet ar c'henwerzh etrebroadel dreist-holl. Enkadenn ar bankoù ar bloavezhioù 2007-2009 a vroadas da vont muioc'h gant an hent-se. Komprenet eo aet bet d'ar mare, gwall-efedou ar marc'had bedel digoretoc'h. Seul dechetoc'h e oa gant da cheñch penn d'ar vazh ma rae berzh tuadod politikel pobloleour kontroù d'o interestoù er boblañs. Unan eus efedou an darvoudoù diwezhañ a c'helle bezañ kresk ar berniañ pourevzioù er politikezhioù ekonomikel, ha kresk skozelloù ar gouarnamantoù d'ar genadoù industriel lec'hel. Un dibab koustus e vo, met efedus war hir dermen. ●

Priz an tredoù zo unan eus merkou an ekonomiezh bedel. Komprenet hon eus nevez zo e oa ar memes tra gant priz ar gwinizh.

E galleg : La pandémie de covid et la guerre en Ukraine sont en train de bouleverser les routes commerciales installées depuis des dizaines d'années. Jusqu'ici, c'était surtout le coût de production qui comptait ; depuis peu, la géopolitique reprend une place de plus en plus importante.

Brezel an emeued

Gwelet ho peus *Planedenn ar marmouzed* ? Ar film(où) brudet-kenañ diwar-benn ur bed goude ur gwallreuz bras e-lec'h m'emañ ar marmouzed o ren. Ha brezel 'zo etre an dud hag int. Ur seurt brezel etre-spesadoù, faltazi evel-just. Ha faltazi e vefe soñjal e brezelioù etre-spesadoù ? Tamm ebet ! Bez ez eus bet d'an nebeutañ unan war hon tamm douar. En Aostralia en ^{XX^{vet}} kantved, etre an arme hag ur boblad laboused ramzel anvet emeued. > GANT MAXIME TOUZE

Brezel an emeued, pe a-wechoù Brezel bras an emeued, a voe graet er bloavezhioù 1930. D'ar mare-se e voe tizhet bras al labourerien-douar gant an enkadenn ekonomikel. E Aostralia ar C'hornôg e voe divizet ganto brasaot ar farkeier ha dourañ muioc'h evit derc'hel ar memes live gopr, e lec'hioù ma ne voe den ebet o chom. Ar pezh na voe ket soñjet eo e oa ar parkieier-se war hentou divroañ an emeued. Ul labous bras-tre eo, evel ur struskañval, betek 2 vetr ha mont a ra buan-tre, betek 55 km/e. Hervez kont e voe war-dro 20 000 a emeued o tegouezhout eus an dezerzh war an douarou nevez-douret gant gouindioù a-gallite biskoazh n'o doa ket



Un emeud tapot da vare brezel an emeued

bet. Komprenet ho peus neuze e voe debrat ul lodenn vras eus labour ar beizanted.

Ur rejimant ha div vindrailherez

Evel-just ne oant ket laouen o welet o farkeier distrujet gant ur spesad n'o doa ket soursiet outañ kement-se betek-henn. Klemm a voe savet ouzh ar gouarnamant hag e dibenn ar bloavezh 1932 en doe divreiz respont d'an afer en ur mod sirius-tre. Ministr an Difenn Sir George Pearce en doe divizet asantañ da c'houlenñ ar beizanted, dindan un nebeud kofidisionoù : n'eus nemet ar soudarded o do ar gwir da implijout an armoù, arc'hantaouet eo firivadennou ar soudarded gant ar gouarnamant aostralian, met d'ar beizanted eo reiñ bod ha boued d'ar soudarded ha da baeañ ar muni-

sionoù. Pearce a soñje dezhañ e vije ar gefridi-mañ ur bleustradenn a-feson evit e soudarded. Rejimant roueal ar Ganolierzh aostralian a voe kaset gant div vindrailherez d'ober o stal d'an emeued. Trapañ da se a voe graet "brezel" d'an afer gant ar c'hazelennou. Goude devezhioù o c'hortoz trapañ al laboused ramzel e voe gwelet un troellad diouto gant ar rejimant. Ha dao ! Tennet miliadoù a voledoù warno. Biliañs an emgann : un daouzek emeud bennak lazhet hag ur vindrailherez stanket. An darn vrasañ eus an emeued a voe aet kuit diouzhtu, tizh ganto, da guzhat da lec'h all. Kazeg neuze. Divizet e voe stalilh ur vindrailherez war ur c'harr-tan evit mont da heul an emeued. Met d'ar poent-se ne yae ket buan ar c'harr, dreist-holl war un dachenn ken kosolek, hag an emeued a friv buan. Kazeg adarre.

Enep-argadenn an emeued

Dre forzh bezañ argaset un tamm pep lec'h e klasas an emeued kuitaat ar c'horn-bro. En ur ober o doe distrujet ar gloued vras a voe savet gant al labourerien-douar a-enep al lapined. Miliadoù diouto o doe profitet neuze evit mont da zrasañ ar pezh a chome er parkieier. Ma, n'eo ket ur gwir enep-argadenn savet a-ratozh-kaer evel-just. Goude an darvoud-mañ e voe graet lu d'an arme en Aostralia a-bezh. Ur gazetenn lec'hel he doa skrivet evel titl ur pennad : "An emeued a zalc'h krog dirak an arme". Un eil koulzad a-enep an emeued a voe graet gant ar memes doareoù hag ar memes disoc'hou.

Biliañs

E fin ar bloavezh 1932 e voe stadet 996 emeud lazhet. 2500 a vije mervet goude bezañ bet gloazet gant ar bolodoù. Ha war-dro 10 000 diouto a voe implijet. Miliadoù a liriou aostralian a voe dispignet evit an oberadenn-mañ, ar pezh a voe rebechet d'ar gouarnamant, o c'hoût pegen distre e oa an disoc'h. Daouet da se e voe goulenenn adarre gant al labourerien-douar, e 1934, 1943 ha 1948. Bewech e voe nac'het gant ar gouarnamant. Ar pezh a voe divizet da gentañ a oa astenn ar sistem gopradenn lakaet e plas e 1923. Evit kement emeud lazhet, ur yalc'hadig arc'hant roet. Hag e 1953 a voe divizet gant ar gouarnamant sevel klouedoù uhel-uhel evit miroù ouzh an emeued tremen. Efedus e voe a-benn ar fin. Dibaoe 1999 ez eo gwarezet gant al lezenn an emeued. ●



Kalzik skeudennnoù a zo a dro da fent emzalc'h an emeued.

E galleg : fin 1932, le gouvernement australien décide de faire « la guerre » aux émeus, une espèce animale proche de l'autruche, à la demande des fermiers de l'Ouest qui voient leurs champs détruits par 20 000 d'entre eux. Le gouvernement envoie l'armée. Qui se tourne en ridicule en raison de l'échec de l'opération.

Un devezh gant Vassili Moreau-Miossec

Ar paotr yaouank-mañ zo o paouez deskiñ brezhoneg dindan 9 miz gant Skol an Emsav. E benn en deus graet un droig war ar rouedadoù sokial e-pad an hañv peogwir en deus lusket abadenn gentañ ar chadenn enlinenn GaloWeb. E gallaoueg penna-da-benn neuze. Peder munutenn evit komz eus stad ar gallaoueg e Breizh diwar sifroù an enklask graet e 2018 gourd'hemennet gant Rannvro Breizh. Pennad-kaoz gantañ. > KOMZOÙ DASTUMET GANT MAXIME TOUZE



Filmet eo bet e Konkored, Breizh-Uhel, ar video kentañ sevenet gant GaloWeb.

Pobl Vreizh : Eus pelec'h out-te Vassili ?

Vassili : Eus Naoned on, ganet ha desavet. Amañ e-an o chom c'hoazh.

Penaos 'teus desket gallaoueg ?

E penn-kentañ ne oa ket ar pal deskiñ ar yezh. 5-6 vloaz 'zo, pa'm boa komprenet e oa ur yezh all em bro hag em familh, e oa deuet din ar c'hoant kenveriañ ma galleg hag ar gallaoueg evit adkavout ar genoù, troiennoù, sonioù implijet e galleg ma zud, ma zud-kozh ha tud ma endro. Ha kavet em boa ul levezon vras eus ar gallaoueg em galleg ! Krog e oan da zeskñ brezhoneg war-dro 2019 gant Kentellou an Noz. D'ar mare-se em boa kavet al lusk o teskiñ an daou war un dro. Siwazh n'eus kentel gallaoueg ebet e Naoned evit poent, neuze e ran gant un deskerezh emren. Un nebeud lezhoù a zo hag un hentad nevez zo bet embannet gant an Institut du Galo, talvoudus-tre eo. Deskiñ gallaoueg e-unan a zo un tamm "freestyle", ha diaesoc'h eo kavout yezhourien met un nebeud a zo tro-dro Naoned. "A-drugarez" d'ar C'hovid e oa kinniget

kenteliou gallaoueg a-bell gant Kelo'h Keltiek Roazhon, gant ma mignon Anton. A-benn ar fin em eus lakaet em soñj ober gant ar yezh evit deskiñ muioc'h : troidigezhioù, lenn, kanañ, kementadennoù war ar rouedadoù sokial... pep tra zo mat evit mont war-raok.

Penaos out en em gavet o luskañ un abadennig e gallaoueg gant GaloWeb ?

Aezet oa bet ur c'hasting en Aire gant tud GaloWeb (ar memes re a ra war-dro Brezhoneg hag Oc Tele en okitane). Komzet hon eus diwar-benn ar raktres, o ozhommoù, ma barregzhioù ha graet hon eus un taol-esae en o studio. Dibabet on bet evit se. Ne oan ket stennet rak skiant-prenet am gant ar c'hleweled. Ar pep diaesañ 'oa gant ar gallaoueg rak dav e oa din prientiñ ar skrid ha distagañ a-dal ar c'hamera. Skoaizellet on bet gant skipailh GaloWeb ha gant Fabien Lecuyer a labour evit an Institut du Galo, eñ a zo kazetenner ivez. Dreist e oa an traoù ganto hag efedus-tre e oamp holl.

Penaos e welez dazont ar gallaoueg ?

Diaes eo lavarout, meur a faktor a zo met un dra a zo sur eo ez eus muioc'h a yezhourien o vervel eget tud nevez o teskiñ ar yezh. Setu perak e vez graet muioc'h-mui evit ar gallaoueg gant an dud, ar stourmerien ha gant ar Rannvro da skouer. Ar pal kentañ da'm soñj eo ar gudenn brudañ. Tro-dro 40 % eus ar Vretoned ne ouzont ket tamm abet peira eo ar gallaoueg. Ar re all ne reont ket forzh pe un nebeud a zo a-enep ar yezh da vat. Eus un tu all, evel ar brezhoneg, ez eus tud a soñj dezho eo ur binvidigezh da lakaat war wel met ne vez ket graet netra ganto evit skoazel - ha gallaouegerien en o-zouez ivez ! N'eo ket echu ar stourm me 'lâr deoc'h.

Nevez 'zo 'teus desket brezhoneg da vat, perak deskiñ ar yezh-mañ ivez ? Implijet e vo en da labour ?

Heuliet em eus stummadur hir Skol an Emsav ha setu me goude 9 miz dibabet evit bezañ kanurzhier nevez ar gevredigezh Kentellou an Noz ! Mat e vo evit derc'hel ma live e brezhoneg. Pouezus eo din deskiñ an div yezh. Ouzhpenn ar biljadur un afer identelezh hinienel eo, ul liamm eo gant glad ma bro ha ma familh. Ne c'hallen ket dibab unan ha leuskal eben da vervel. Ha n'eo ket 50-50 % pep hini met 200 %.

Kazimant 18 000 tweet war Dwitter, gallout a reer lâret ez implijez kalz ar rouedad sokial-mañ, peira a blij dit gant an doare-se da zeztreul e soñj ?

Da'm soñj eo Twitter un astenn eus ar gevredigezh, tu zo da-gejañ gant tud dihervel. Un doare efedus eo evit lakaat war wel hor yezhoù da skouer pe eskemm diwar-benn traoù skañv gant mignonned pe ar c'hontrol tabulat diwar-benn traoù politikel. Detennus eo ivez evit an nevezentioù. ●

E galleg : Vassili Moreau-Miossec est un jeune Nantais, locuteur du breton et du gallo. Il vient à la fois de finir une formation de neuf mois en breton et de présenter une vidéo en gallo sur la chaîne GaloWeb.

► GANT HERVE LATIMIER

Du ha gwenn ha plas da lenn...

Kan ar mel Yannig Audran | embannet gant Al Liamm | 232 b. | 14 €

Plijus-tre em eus kavet Kan ar mel, Lakaat a ra da soñjal e levrioù zo eus an XIX^{em} kantvet : ur bugel paour nammet, kollet gantañ e dud, gwallgaset gant tud zo met sikouret gant re all, avanturioù liesseurt hag un dibenn eürus ha kevrioù diskoulmet... Daoust d'ar patrom-se n'eo ket chuchu tamn ebet. Evit meur a abeg : an tudennou pennañ ha Zulian ar paotrig dall da gentañ evel-just ; an darvoudoù, feuls ha kriz alies ; al lec'hioù, an endro istorel etre ren Loeiz-Fulup a Vro-C'hall ha ren Napoleon III, plas ar sone-rezh... Kaveat e vez evezhiadennoù skolio-istorel a-zivout an doare ma veze gwellet diskennidi ar garkouzien ha zoken prederiadennoù filozofek a-zivout Doue hag an droug, degaset en un doare naturel en istor. Fent a c'heller kavout e daveoù zo : un den dall, Zulian, o tont da vezañ ur soner brudet a laka da soñjal en un dudenn istorel, neketa. Marteze e fazian met kredet em eus gwelset un dave d'an aotrou Blanchard, Doue d'e bardone, en anv-badez ar person : Gwendal. Pa soñjer 'oa bet Yannig Audran pennesser Kerlenn Pondi e-pad pell hag al lodenn bouezus bet hini Person Kistinni e istor an aozadur, e c'heller ober ar vartezeadenn-se. Ne laran ket ez eo bet aes evit an Tregeriad ac'honan da lenn un istor skrivet e brezhoneg Gwened. N'eo ket bet ur skoilh bras koulskoude. Sikouret e vezer gant ar c'heriaoueg a gaver e dibenn al levr. Koulskoude n'eo ket kement-se a-fed gniaoueg em bija bet ezhomm sikour met e-keñver eradurezh : da skouer troioù evel "ar baourkaezh boutailh" (p. 75), pa vefe implijet "ar paourkaezh boutailh" du-mañ, an implij eo "da" e-lec'h ma vez implijet "gant" e-lec'h all (p. 185 "spontet d'an trouz") e-touez ur bern degouezhoù all), pe an diforc'h etre "kan" ha "hani" a gaver implijet o-daou alies... Displegadennoù da ouzhpennañ pa vo adembannet ul levr a zlefe plijout da gatiz tud.

Kant liorz kant giz gant Jo Tangi | embannet gant Al Lanv e 2022 | 242 b. | 18,50 €

Goude Plant ar vro (2020) ha Plant ar vro II (2021), setu ma kin-nig deomp Jo Tangi Kant liorz kant giz, ul levr a daolenn liorzhoù brav hag a ro kuzulioù evit kompenn e liorz hervez c'hoantoù pep hini ha perzhioù e dachenn. Ul lodenn hir (lodenn VIII, 60 pajenn) a zegas munudoù diwar-benn ar plant niverus a c'heller lakaat en ul liorz. Setu ar pezh a skriv an embanner "Kalz a skeudennoù eus ar vro hag eus meur a vro all a ziskuilh liestedh ha dibarded al liorzhoù. Se a roio, marteze, mennozhioù deoc'h." Sur ha n'eo ket marteze...

Dulenniz e oant gant James Joyce troet gant Herve Beg | embannet gant An Alarc'h | 283 f. | 14 €

Setu ur benn-oberenn ouzhpenn eus al lennegezh etrebroadel a c'heller lenn e brezhoneg a-dragarez : da bolitikezh yezh ar Rannvro ha da labour Herve Beg. Pell 'oa em boa lennet troidigezh

c'haliek Dubliners ha disojnet em boa an danevelloù. Plijus eo ober anadovegezh ganto en-dro en hor yezh daoust ma n'eo ket gwall laouen o danvez. Evel ma lenner war c'holo al levr "Hed-ha-hed ar pemzek danevell, bugale, krennarded, ha tud deuet - ar bobl ma sav James Joyce ar poldred anezhi - a ra anaoudegezh gant an disouezhañ, an dinac'h, ar c'hwervoni". Diaes eo taolenniñ gwelloc'h an traoù. Ha koulskoude e lenner al levr gant plijadur abalamour d'an doare da gontañ an istorioù.

Ar c'havrig spontus gant Christine Kieffer ha Ronan Badel | brezhoneg gant Mark Kerrain | embannet gant Sav-Heol e 2022 | 118 p. | 12 €

Setu ul levrig savet hervez ur pimpartrom anavezet, memes degouezh kontet meur a wech gant tudennou nevez, dre vras brasoc'h-brasañ pe kreñvoc'h-kreñvañ betek un diskoulm souezhus pe dic'hortoz. Sur e plij d'ar vugale dre ar bed rak kavet e vez e nouspet bro. Amañ e kaver ouzhpenn ur gentel bet brudet gant meur a fablenn : alies en devez an unan ezhomm eus unan bihanoc'h egetañ, Kavout a ra ar C'honif e zouarenn aloubet gant ur boud a lavar dezhañ ez eo "ar C'havrig Spontus", lemm he daougorn ha prest da bilat, drailhañ ha malañ anezhañ ma klask tostaat. Goulen a ra ar C'honif sikour digant e amezeien, an eil war-lerc'h eile betek gant an hini a seblant ar gwanañ... Evel e istorioù Asteriks ec'h echu an traoù gant ur banvez... Tresadennoù fentus, un destenn bilijus hag aes da lenn, peadra da zidiñ ur bern bugaligoù.

Histoire

L'émigration bretonne en Anjou

L'Association des Bretons d'Anjou fête ses 50 ans. L'occasion de parler de 160 années d'histoire.

► PAR JEAN DANION*

* Membre de l'association

Dans les années 1860, la demande pour les ardoises de Trélazé, d'excellente qualité, est forte. On déplorait alors un grand manque de main-d'œuvre. Au contraire, la Bretagne avait des bras et peu de travail à offrir à ses habitants. L'émigration était une opportunité.

Durant le Second Empire, les responsables des ardoisières se rendirent donc sur le sol américain pour attirer les futurs travailleurs, d'autant plus qu'à Trélazé les mouvements sociaux devenaient très durs. Or, le Breton est obéissant. Il travaille avec énergie et accepte des salaires inférieurs aux autochtones. Les migrants, venant surtout de l'est de la Bretagne, déchantèrent, car les espoirs furent déçus. Beaucoup retournèrent chez eux ou allèrent en région parisienne.

Les patrons angevins se tournèrent alors vers les carrières de la région de Châteaulin. Les filons schisteux du pays présentaient quelques défauts et les mines menaçaient de fermer. Une belle aubaine. Ils proposaient une émigration totale avec regroupements familiaux. Les femmes et les enfants pouvaient aussi travailler à la manufacture d'allumettes. La vallée de la Loire est propice aux peupliers, bois idéal pour leur fabrication.

A cette époque, il y avait une ligne de chemin de fer très pratique. On montait dans le train à Carhaix et une correspondance à Rospendon permettait une arrivée à Angers via la gare de Nantes. C'était une voie d'émigration sécurisée. Pour le logement, tout était bon pour les Bretons. La famille Ponthou mentionnait les buanderies comme lieu de vie. Tout pour échapper à la misère sur place.

Parfois, c'était un drame familial qui avait précipité le départ. La perte des animaux domestiques, par exemple, une famille m'a raconté qu'elle décida de partir à la suite de la perte d'un cochon, seule réserve de viande.

Ce mouvement était aussi organisé par les autorités bretonnes elles-mêmes, qui voyaient là un moyen de réduire les tensions sociales dans le pays. En outre, pour assurer une certaine cohérence sociale, l'évêché de Saint-Brieuc nommait un aumônier bretonnant pour assurer les offices. Cette fonction a duré jusqu'en 1960. Le dernier aumônier était un Bigouden : le père Le Berre. Les émigrés avaient leur lieu de culte à la paroisse de la Madeleine, où tout se faisait en breton. Ceci a permis à la communauté de conserver une certaine unité culturelle.

Il y eut aussi des dissidents. Un vicair breton ne s'entendait pas avec son curé local et facilita en 1888 une autre émigration, vers l'Argentine. Il était proposé de travailler dans la Pampa, loin des conditions épouvantables des fonds miniers. L'expérience tourna court. Ils étaient 400 à tenter l'aventure à partir de 1889. Beaucoup tombèrent malades et y laissèrent leur vie. Et certains revinrent en France.

Les relations avec les ouvriers du cru furent au départ mauvaises. Les Bretons étaient considérés comme des briseurs de grève dans un univers fortement syndicalisé. Il y avait en outre le problème de la langue. Le breton était la langue de communication familiale. Le curé de ma paroisse, Saint-Léonard, à l'est d'Angers m'a conté une histoire à peine croyable. Dans les années 1970, une Bretonne très âgée, sentant sa fin proche, voulut se confesser au prêtre de la paroisse. Elle ne parlait pas français. On eut recours à un interprète !

L'apport des Bretons à la vie sociale

En 1908, la moitié de la population de Trélazé était d'origine bretonne. Un vrai poids économique. Un carde breton permettait de ne pas perdre les traditions et de garder des liens forts

dans la communauté. Une grande solidarité existait aussi. Les malheurs ne manquaient pas de frapper, surtout les accidents dus aux blocs qui se détachaient des parois : 89 % des Bretons travaillaient dans les mines au fond. Ils avaient les emplois les plus durs, les plus pénibles, les plus dangereux et les moins payés, même si c'était mieux qu'en Bretagne.

Les plus dynamiques ont contribué à la mise en place du musée de l'Ardoise, avec démonstration de fente du précieux schiste ardoisier. Actuellement, les instruments utilisés pour ce travail sont ceux du regretté Fañch Ilias, fendeur et ancien président de l'Association des Bretons d'Anjou. Plusieurs personnalités, comme Marcel Even ou Monsieur Gaooulou, ont laissé une empreinte très forte dans la culture locale.

Divroañ, pièce de théâtre écrite par Goulc'han Kervella, raconte de façon réaliste le grand mouvement de l'émigration bretonne à Trélazé et dans le monde. Jouée en bilingue à Angers en 2012, la pièce a connu le succès.

En 2014, les ardoisières ont fermé définitivement, à cause de la raréfaction de la matière première et aussi à cause de la concurrence, principalement espagnole. Les Bretons ont marqué le paysage jusque dans les noms de lieux. Un quartier de Trélazé se nomme encore « la Petite Bretagne ».

Cette année, le bagad de Trélazé fête ses 62 ans d'existence. Il a contribué au rayonnement de la culture bretonne en France et même dans le monde entier, jusqu'en Chine.

L'Association des Bretons d'Anjou, dont certains membres ont travaillé aux ardoisières, fête aussi ses 50 ans durant les deux premiers week-ends d'octobre prochain. Son fondateur, Peng Le Boul, en est à son tour encore le président.

Les mines à ciel ouvert ont été les premières à fermer. Aujourd'hui, elles sont devenues un parc de loisirs.

Al Liamm | Tir na nÓg | N° 453

► GANT MORGAN TREMEL

Gwall nec'het eo mab/merc'h-den dre ar bed... diouer a zour a zo e pep lec'h. Penaos ha petra ober evit kempouezañ buhez ha dazont ar blanedenn ha kenderc'hel da gaut dour a-zoare ? Ti ar Vro Kemper en doa aozet e miz Meurzh ar bloaz-mañ, ur genstrivadeg war dodenn AN DOUR. Displegañ a ra ar gevredigezh dibab an danvez-se e Bec'h d'ar pluennoù ! Kavet e vo an teir danevell a zo aet ar maout gante : 1. An eil effenn, gant Tangi Legavre. Ur pennad barzhonieel. Ur vevaj hir ha leun a livioù. 2. Feunteun ar burzhudoù, gant Jean Le Clerc de la Herveire. Un istor a gont lodrud dic'hortoz Kleriv, aet da redek er c'hoad. 3. Ar poull-neulaj, gant Gwened Latimier-Kervella.

Urgouel bras evit krennarded en un domani cheuc'hik gant ur poull-dour. Aergelc'h a-vremañ. Skrijus. Un teñzor lennegel eo an Dour, eme A. Kervella er pennad digerñ. Tro 'vo neuze da lenn pe da adlenn skridoù bet embannet er gelaouenn a-hed ar bloaz-vezhioù. Div varzhoneg gant R. Huon. Gwazhig haer Ar skluzioù. Ha pemp danevell : Aze an doura oa sklaer ha klouar, gant S. Kidna ; Bugel ar glav, gant Mai-Ewen ; Toull an dour, gant T. Audic ; Kof ar mor, gant Millo Latimier-Kervella ; Tud an dour, gant J. Donnart. Gant ar pennadoù-mañ, splijit en dour ! An dour, andon ar vuhez hag ar marv. An dour, liesstumm, liesliv, liesvlaz. An dour, ur vammenn a awen. An dour, ur teñzor.



Al Liamm - nivernenn 452 : 7€ kounanant bloaz : 35€ Tachenn Volta 2 1 straed Ampère, 22300 Lannuon pegez : 02 96 48 03 00 sekretourva@al Liamm.bzh www.al Liamm.bzh

La naissance du foot en Bretagne

Avec un peu plus de 200 000 licenciés, le football est, de loin, le sport comptant le plus de pratiquants officiels à l'échelle des cinq départements bretons. C'est d'ailleurs l'une des régions de France où on le pratique le plus. Cette diffusion est le fruit d'une histoire désormais plus que centenaire, et les premières décennies du XX^e siècle sont cruciales pour comprendre cette évolution. ► PAR SIMON ROBERT

Les premières parties de football disputées en Bretagne ont probablement lieu vers 1885-1890, dans les régions de Saint-Brieuc et de Saint-Malo. Et cela n'est certainement pas dû au hasard. En effet, les premiers importateurs sont les Anglais, inventeurs du football, au travers de communautés installées dans les ports et régions côtières. Saint-Malo, Dinard et leurs alentours sont alors particulièrement prisés par les Britanniques. L'Union sportive servannaise et malouine, créée un an après la loi de 1901, qui facilite la création d'associations, compte à ses débuts de nombreux joueurs issus des îles Britanniques, et un seul joueur français. Dans le même registre, le premier entraîneur du Stade rennais est un Gallois, Arthur Griffith.

Le deuxième public du football se trouvera parmi les étudiants et lycéens de la péninsule. Le Stade quimpérois est fondé en 1905 par des élèves du lycée de la ville. En 1901, le Stade rennais est créé par des étudiants. Il fusionne en 1904 avec le FC rennais, lui aussi fondé par des étudiants. Le résultat de cette fusion donne le Stade rennais Université Club. Là aussi, le nom, que l'institution rennaise conservera jusqu'aux années 1970, rappellera longtemps les origines du club.

Les catholiques rentrent dans le match

Ces premières apparitions du football se cantonnent cependant à des milieux assez restreints et fermés. À bien des égards, la pratique du football est un moyen pour des jeunes issus de milieux aisés de se distinguer, et de montrer leur connaissance et leur adhésion au modèle anglais. Les premiers joueurs bretons ont donc une vision élitiste de leur sport. Conjugué au fait que la Bretagne est encore une région très rurale et peu industrielle, le football semble trouver un terrain peu favorable à son développement. Il doit d'autant plus faire face à la popularité déjà importante du cyclisme. Paradoxalement, Nantes, grande ville industrielle et portuaire, qui rassemble donc les caractéristiques pour un développement « à l'anglaise », est longtemps tournée vers le rugby.

Ceux qui vont permettre au football de dépasser son aspect élitiste sont des personnages très bien implantés en Bretagne. Rassemblés au sein de différents réseaux, ils vont avoir un rôle dans la diffusion du ballon rond. En premier lieu, les milieux catholiques décident d'investir massivement le milieu associatif. Le tournant entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle est en effet un moment critique pour l'Église : son influence dans

la société française est contestée par les républicains, contestation qui mènera à la séparation de l'Église et de l'État en 1905. En parallèle, la pratique religieuse baisse. Les catholiques recherchent alors de nouvelles méthodes pour aller au contact des masses.

Pour ce faire, ils s'appuient sur un réseau associatif extrêmement dense, les patronages. Ceux-ci proposent des activités nombreuses et diverses : chorale, troupe de théâtre ou gymnastique, par exemple. Le développement des sports collectifs est toutefois vu comme positif, car plus ludique et permettant de développer l'esprit d'équipe. Notons toutefois que le rugby est rapidement écarté des patronages, considéré comme trop violent et contraire à la morale religieuse.

Cette nouvelle offre redynamise des associations parfois en perte de vitesse et relance un mouvement de créations. Comme celle par exemple de la Garde Saint-Ivy à Pontivy en 1909, qui ouvre une section football en 1935, ou celle Cercle Saint-Joseph à Fougères en 1893. En 1905, le Cercle devient le Drapeau de Fougères sous la direction de l'abbé Brield et, deux ans plus tard, une section football est ouverte. À Vannes, quatre patronages, les Enfants de Vannes, l'Hermine sportive vannetaise, les Clissons et les Korrigans, créent chacun leur équipe de foot entre 1906 et 1909. Le développement du football est tel au sein des milieux catholiques que la Fédération gymnastique et sportive des patronages de France, qui regroupe les patronages français, donnera naissance en 1919 à l'actuelle Fédération française de football.

La réponse des républicains

Ce développement du foot catho ne tarde pas à déclencher une réaction de la part des républicains, qui voient d'un mauvais œil cette nouvelle offensive de l'Église dans une Bretagne qui est l'un de ses bastions. S'appuyant notamment sur les écoles publiques et les œuvres laïques présentes à travers toute la région, ils créent leurs propres clubs. À Guingamp, l'En avant est créé en 1912 par le directeur de l'école primaire supérieure, Pierre Deschamps. Issue de l'amicale laïque, l'Avant-Garde laïque de Fougères est fondée en 1906 sous l'impulsion d'Armand Woelffel, professeur au lycée de la ville. À la manière des patronages catholiques et comme de nombreuses autres associations laïques, l'Avant-Garde propose d'abord de la gymnastique, avant d'ouvrir une équipe de football en 1910.

S'ouvre ainsi une nouvelle page dans la traditionnelle guerre entre « bleus » et « blancs » en Bretagne. Il devient

courant pour une ville ou un village d'avoir plusieurs équipes : le patronage de la Tour-d'Auvergne contre les laïques du Cercle Paul-Bert à Rennes par exemple, la Patrie contre la Jeanne d'Arc à Tintinniac, dans le cas d'une plus petite ville, ou encore l'En avant contre le Stade Charles-de-Blois à Guingamp. Les « derbys » se multiplient et se voient chargés d'une signification symbolique et politique qui dépasse le sport.

Un troisième camp politique s'empare également du football, celui du mouvement ouvrier. Bien que peu représenté en Bretagne, il offre quelques cas éclairants sur cette politisation du sport. L'exemple le plus fameux est sans doute celui d'Inzinzac-Lochrist, où se trouvent les Forges d'Hennebont. En 1936, à la suite d'une vague de syndicalisation chez les ouvriers, les dirigeants de l'entreprise décident de fermer l'équipe de football, qu'ils finançaient pour leurs employés. Un an plus tard, les ouvriers créent l'US montagnarde de manière autonome, sans le soutien de leurs patrons.

En Ile-et-Vilaine, des militants de partis de gauche et des syndicalistes assurent la direction du Sport ouvrier fougérois, une équipe issue de la bourse du travail locale, créée en 1907. Les années 1906-1907 voient la création de trois clubs, issus de trois réseaux différents, dans la capitale de la chaussure. La ville sort alors tout juste d'une longue grève, particulièrement dure et finalement victorieuse pour les ouvriers. La concomitance de ces créations illustre bien que différents camps politiques envisageaient le football comme moyen de se rapprocher de la population.

Comment lancer sa carrière politique

Au-delà des idéologies, le football est aussi le moyen pour des individus de s'assurer une position dans la communauté. S'impliquer dans un club, notamment dans un poste de direction, permet de se faire connaître et de devenir un notable. Armand Woelffel, fondateur de l'AGL à Fougères, devient maire de la ville entre 1925 et 1933. À Ancenis, Georges Gaufréteau, directeur de banque, fils du maire Émile Gaufréteau et investi dans les milieux républicains locaux, fonde le Racing Club ancien en 1910.



1^{re} Équipe de l'Union sportive du lycée de Guingamp (carte postale).
A. Ilays J. Gaudin J. Jéroul J. Transoussier H. Bristoux L. Le Cou C. Wmuel
H. Boignann A. Charbon M. Peironnet

Éditions Ouest-Océan, 1913-1914, musée de Bretagne

1^{re} équipe de l'Union sportive du lycée de Quimper (carte postale).

Sur l'autre bord de l'échiquier politique, le D'Paul Chauveau, dont le fils Étienne sera propriétaire de vignoble, syndicaliste agricole et député, fonde la même année l'Union sportive ancienne, au sein d'un patronage.

Donner de sa personne dans le football peut donc être utile pour sa carrière, ou celle de sa progéniture. À l'inverse, disposer d'un statut important peut être le gage de réussite pour ses entreprises sportives.

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale est lourd de conséquences, avec des effets paradoxaux. D'un côté, le conflit provoque de nombreuses pertes parmi les pratiquants potentiels. De l'autre, il va aussi être un moment de découverte du sport pour de nombreux soldats, notamment lors de matchs avec les régiments britanniques.

À l'arrière, les femmes s'emparent du ballon rond. Des matchs féminins attirent des foules impressionnantes à Paris et surtout au Royaume-Uni. Cet engouement perdurera quelque peu après la guerre. Le 18 mai 1924, 2 000 personnes se pressent à Rennes pour assister à un match d'exhibition opposant deux équipes parisiennes. Mais le mépris sexiste et le manque de soutien institutionnel et matériel entraîneront le déclin de la pratique féminine, déclin qui ne s'arrêtera que dans les années 1970.

À la sortie de la Première Guerre mondiale, le football en Bretagne est moins développé que dans d'autres régions, mais les graines de sa croissance future sont déjà là, avec l'émulation entre réseaux concurrents et l'investissement dans le sport de notables ambitieux. ●

Pour aller plus loin
Bibliographie et sources de l'article sur rbristorch.wordpress.com

Les différents camps politiques envisageaient le football comme un moyen de se rapprocher de la population. Mais le football est aussi le moyen pour des individus de s'assurer une position dans la communauté. S'impliquer dans un club, notamment dans un poste de direction, permet de se faire connaître et de devenir un notable

Les défis de l'Aragon multilingue

La diversité linguistique en Espagne évoque tout de suite la Catalogne et le Pays basque, les deux moteurs de son fédéralisme culturel ; parfois aussi les autres communautés autonomes disposant d'une « langue propre » : le pays Valencien, les îles Baléares, la Galice et la Navarre. En revanche, on oublie souvent l'Aragon, cette région de 1,3 million d'habitants plus vaste que les cinq départements bretons. Avec ses propres langues minoritaires historiques, le catalan et l'aragonais¹, l'Aragon est une Espagne en miniature.

* Serbski institut (Allemagne)

1. Respectivement 55 513 et 25 556 locuteurs selon le recensement de 2011. Les données du recensement de 2021 ne sont pas encore disponibles.

► PAR RÉMI CARBONNEAU*



Pour le commun des mortels, l'Aragon c'est la Couronne d'Aragon (1162-1715), même si dans les faits, comme l'a bien documenté l'historien Pierre Vilar, son centre de gravité – économique, culturel et même politique – se trouvait en Catalogne et non pas dans le royaume d'Aragon, l'autre principale composante de cette fédération médiévale qui incluait aussi les royaumes fortement catalanisés de Valence et Majorque. Jusqu'à l'intrusion de plus en plus agressive du castillan à Saragosse, après l'arrivée sur le trône des Trastamare au XV^e siècle, puis des Habsbourg au XVI^e, le bilinguisme institutionnel catalan-aragonais fut une caractéristique fondamentale de la Couronne d'Aragon.

L'expérience fédérale de la Couronne d'Aragon prit fin au début du XVIII^e siècle avec l'annexion puis la dissolution de ses États-membres par la Castille de Philippe V de Bourbon, petit-fils de Louis XIV, qui importa outre-Pyrénées le centralisme français durant la guerre de Succession d'Espagne. Si Barcelone pu résister jusqu'au 11 septembre 1714, journées de commémoration nationale en Catalogne, l'Aragon et Valence perdirent leur autonomie dès le printemps 1707 et ne la recouvreront que 275 ans plus tard.

Durant cette longue période de castillanisation qui atteindra en Aragon comme dans le reste de l'Espagne, son apogée sous le franquisme (1939-1975), l'aragonais sera refoulé vers les Pyrénées au nord et le catalan vers l'est de l'Aragon, de sorte à former une bande longeant la Catalogne qui, vue de là, sera appelée jusqu'à aujourd'hui la « Frange du Ponant ».



Rémi Carbonneau

Une reconnaissance ambiguë

En 1992, les trois provinces historiques de l'Aragon (Saragosse, Huesca et Teruel) furent réunifiées et dotées d'un ensemble de compétences locales inscrites dans son Statut d'autonomie. Or, plutôt que de fonder sa politique linguistique sur l'article 3.2 de la Constitution pour officialiser l'aragonais et le catalan à côté du castillan (langue imposée partout en vertu de l'article 3.1), l'Aragon s'inspira de l'article 3.3 pour enchâsser dans son Statut la protection des « modalités linguistiques », sans qu'on sache trop de quoi il était question.

Une réforme du Statut en 1996 y ajoutera les « langues propres » de l'Aragon sans autre précision, jusqu'à ce qu'on apprenne en 1999, en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel aragonais, qu'il s'agissait tout ce temps de l'aragonais, du « catalan d'Aragon » et de « leurs variétés dialectales ». Le nom des langues ne sera pas ajouté dans le Statut d'autonomie lors d'une nouvelle réforme en 2007, demande réitérée dans le plus récent rapport du Conseil de l'Europe sur la mise en œuvre sur la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires en 2019. On enchâssera cependant dans le Statut la promesse d'adopter une loi encadrant l'usage des langues en Aragon.

Plusieurs tentatives échouées

Cette promesse se concrétisera en 2009 par la Loi sur l'usage, la protection et la promotion des langues propres de l'Aragon – en court : Loi sur les langues d'Aragon (LLA) – adoptée à l'arrachée avec une seule voix de majorité par les socialistes avec l'appui de la Chunta Aragonesista (CHA), petit parti éco-régionaliste de gauche à l'ADN apparenté à l'UDB, et ce, malgré l'opposition du partenaire de coalition des socialistes, le Parti aragonais (PAR), petite formation régionaliste de centre-droit défenseuse de l'Aragon castillanisé.

Plutôt humble dans ses visées, la LLA se limitait à confirmer le devoir des autorités régionales de promouvoir l'aragonais et le catalan au sein de deux zones délimitées (faisant ainsi écho à une recommandation énoncée en 1997 par une commission parlementaire spéciale sur la politique linguistique, en suivant

l'exemple de la Navarre, où de telles zones existaient) et d'encadrer la formation des enseignants d'aragonais et catalan. La co-officialisation des deux langues dans leur zone respective allait demeurer une fois de plus lettre morte.

Cette timide loi faisait suite à plusieurs tentatives échouées de mettre en place une vraie politique linguistique en Aragon, à commencer par un rapport de l'ombudsman d'Aragon daté de 1993, recommandant la co-officialité et une réelle protection des deux langues minoritaires, suivi de celui de la commission parlementaire (1997) à laquelle participèrent tous les partis et de la Loi sur le patrimoine culturel aragonais (1999), dont une disposition annonçait l'adoption d'une loi sur les langues. Des projets de lois échouèrent en 1998, 2001 et 2005 en raison du manque d'unanimité.

Droite et anticatalanisme

Ces échecs s'expliquent en grande partie par une radicalisation observable à partir du début du millénaire chez les deux partis de droite, le PAR et la succursale aragonaise du Parti populaire (PP), qui endossèrent les positions sécessionnistes linguistiques en vogue dans certains cercles espagnolistes, voulant que la langue parlée dans la Frange du Ponant ne soit pas du catalan malgré l'évidence scientifique. Il s'agissait plutôt d'une langue déclinée en autant de dialectes qu'il y a de localités et baptisée génériquement *chapurriau*, sorte de patois à l'espagnole tirée du mot péjoratif castillan *chappurrear*, signifiant baragouiner dans un parler inférieur.

Cet anticatalanisme, que l'on observe aussi à Valence et à Palma, présent chez d'autres partis étant apparu plus tard (Ciudadanos, Vox), marque jusqu'à aujourd'hui la politique identitaire de la droite espagnole. Il s'agit d'une réaction directe aux efforts accrus de normalisation linguistique en Catalogne depuis la Loi de politique linguistique (1998) et le nouveau Statut d'autonomie (2006), qui introduisirent un éventail de droits linguistiques en faveur des catalanophones, dont on craignait manifestement la contagion dans les régions catalanophones limitrophes.

* « Je parle chapurriau » : sécessionnisme linguistique dans la zone catalanophone de l'Aragon (Vall-de-rours).

L'anticatalanisme marque la politique identitaire de la droite espagnole, en réaction aux efforts de normalisation linguistique en Catalogne et le nouveau Statut d'autonomie en Aragon, qui introduisirent un éventail de droits linguistiques en faveur des catalanophones



Portés au gouvernement après les élections de 2011, le PP et le PAR s'empresèrent de faire marche arrière sur la LLA, qu'ils remplacèrent en 2013 par la Loi sur l'utilisation, la protection et la promotion des langues et des modalités linguistiques propres à l'Aragon, qui renommerait le catalan « langue aragonaise propre de l'aire orientale » et l'aragonais « langue aragonaise propre des aires pyrénéennes et pré-pyrénéennes », dont les acronymes LAPAO et LAPAPYP deviendraient la risée de l'Espagne.

Un vent de gauche plus favorable

Les élections régionales de 2015 ramenèrent les socialistes au pouvoir, cette fois en coalition avec la CHA, et avec l'appui externe des partis de gauche Podemos et Izquierda Unida. On réintroduit les glottonymes catalan et aragonais dans la loi et on créera, à l'instar d'autres communautés autonomes, une Direction générale de politique linguistique (DGPL) intégrée au ministère de l'Education et de la Culture, qui veillera à la promotion des deux langues minoritaires et à la mise en œuvre de la politique linguistique.

Par l'entremise de la DGPL, le gouvernement de gauche créera une chaire de recherche à l'université de Saragosse, dédiée à la promotion des langues minoritaires d'Aragon et mettra sur pied des subventions pour encourager leur usage dans les activités des entreprises privées ainsi que des prix littéraires et honorifiques pour récompenser l'engagement linguistique individuel.

La DGPL lancera en outre l'initiative Agora x l'aragonés (« Maintenant pour l'aragonais ») pour mettre en contact les acteurs institutionnels (entreprises, associations, collectivités territoriales) et les individus attachés à la revitalisation de l'aragonais dans la vie économique et publique.

Pour ce faire, les acteurs disposent d'outils de socialisation linguistique tels qu'une plateforme en ligne, une application pour portables et un carnet offrant des rabais chez les participants arborant le logo « Agora x l'aragonés » ainsi qu'un accès à des « mentors » offrant des ateliers de conversation.

Depuis 2018, la DGPL organise aussi des foires annuelles « Agora x l'aragonés » (suspendues en 2020-2021 durant la pandémie) pour présenter au public les produits des entreprises, de même que les activités des associations et collectivités territoriales engagées en faveur de l'aragonais, puis pour offrir des ateliers de sensibilisation sur la situation de l'aragonais et la diversité linguistique.

Le gouvernement de gauche a fait des efforts particuliers pour relever la place du catalan et de l'aragonais à l'école, enseignés sur une base volontaire au niveau primaire depuis 1984 et 1997 respectivement. Un bloc spécial en sciences sociales sur la diversité linguistique de l'Aragon sera introduit à l'école primaire et l'enseignement des deux langues étendu à l'école secondaire et au lycée. A cela s'ajoutent des accords d'équivalence des diplômes avec les autres régions catalanophones pour faciliter la mobilité des enseignants et élèves, la régulation d'une certification des connaissances d'aragonais dans le Cadre euro-

péen commun de référence pour les langues, de même que des ententes avec les comarques et municipalités pour renforcer l'enseignement des deux langues et enfin la création de nouveaux postes d'enseignants d'aragonais et de catalan.

Selon les données du Conseil scolaire d'Aragon, si le nombre d'élèves ayant des cours en catalan est resté stable entre les années scolaires 2015-16 et 2019-20 (4 373 contre 4 352), ce nombre a doublé durant la même période dans le cas de l'aragonais (de 665 à 1 243).

Défis politiques et idéologiques

Malgré la reconduction de la coalition socialiste-aragonésiste en 2019, certains obstacles demeurent sur la route de la normalisation des langues minoritaires en Aragon. D'abord, si cette coalition s'est élargie pour inclure formellement Podemos, l'arithmétique favorisant la droite amena le PAR à choisir la gauche (à un siège de la majorité absolue) plutôt que d'intégrer une coalition de droite dépendante des votes de l'extrême droite (Vox).

Or, le PAR peine à se défaire du fantasme du LAPAO, ce qui nuit grandement à la mise en œuvre de la normalisation linguistique. C'est ce qu'il a démontré à l'été 2021 en niant sa légitimité à l'Institut aragonais du catalan, intégré à l'Académie aragonaise de la langue. Création de la loi de 2009, dont la mise en place sera paralysée par le gouvernement PP-PAR (2011-2015), cette Académie comporte également un Institut de l'aragonais, dont l'une des principales missions est de trouver une solution au conflit déchirant depuis des années la communauté de locuteurs entre trois graphies de l'aragonais, avec ce que ceci implique d'effet dissuasif sur les potentiels néo-locuteurs.

À Huesca, capitale de la province et ville principale de la zone aragonophone, le gouvernement minoritaire de gauche socialiste-Podemos fut forcé de faire retirer les panneaux de bienvenue bilingues castillan-aragonais aux entrées de la ville en 2019 après un motion de la droite (PP, Ciudadanos, Vox) ; puis, en 2020, c'est l'Oficina de Lengua Aragonesa de Huesca, chargée d'augmenter la visibilité publique de l'aragonais, qui passera à la moulinette pour que les socialistes puissent faire passer le budget annuel au conseil de ville.

Quant à l'officialisation des deux langues (à tout le moins dans leurs zones respectives), la polarisation intense gauche-droite sur cet enjeu combinée à des résultats électoraux serrés empêchent l'Aragon de tirer profit du fédéralisme pour le concrétiser. Pareil changement requerrait une majorité qualifiée des deux tiers au parlement de Saragosse, une majorité absolue au Congrès des députés à Madrid, une majorité simple au Sénat espagnol et possiblement un référendum régional de ratification, de même qu'une absence de recours judiciaire. Autant dire que les conditions gagnantes sont loin d'être réunies en Aragon.

* Pour aller plus loin : du même auteur, « Le catalan : l'idiome mal aimé de l'Aragon », sur https://journals.openedition.org/mimmo/5828

La polarisation intense gauche-droite combinée à des résultats électoraux serrés empêchent l'Aragon de tirer profit du fédéralisme pour concrétiser l'officialisation de l'aragonais et du catalan

Les « pierres qui parlent »

Petite maison d'édition située en Occitanie, spécialisée dans les ouvrages sur le patrimoine et l'histoire, Le Papillon rouge a publié en avril dernier un ouvrage original sous la plume de Marie Le Goaziou. Journaliste ayant longtemps travaillé pour la presse quotidienne bretonne, elle nous propose dans Le Petit Bâti de Bretagne de (re) découvrir les 1 001 bâtiments à vocation utilitaire ou religieuse, de taille plus ou moins modeste, qui parsèment les côtes et les campagnes bretonnes et contribuent à donner à la Bretagne sa physionomie particulière. » PAR ANNE KOADIC

L'architecture du livre permet des associations poétiques et évite l'écueil du « catalogue » fastidieux. Chaque entrée est l'occasion pour l'auteur de fournir des explications mais également de remettre la période principale d'édification de tel ou tel élément dans son contexte historique et de livrer quelques anecdotes à son sujet ainsi que, parfois, son nom breton et sa signification en français. Si la basse Bretagne, Loire-Atlantique comprise, n'en est pas pour autant oubliée, Le Petit Bâti de Bretagne charme et invite à une promenade le long du littoral et des chemins bretons à la rencontre de ces « pierres qui parlent ».

Marie Le Goaziou s'est penchée sur des constructions parfois rudimentaires : gués, portails et barrières, dépendances agricoles (remises, granges, soues à cochon...) et autres murets, ou talus-murs, qui soulignent et séparent parcelles et champs. Mais aussi cabanes de fendeurs d'ardoise, simples lochoù construits avec les rebuts de taille de schistes de la carrière voisine. D'autres ouvrages sont emblématiques, comme les calvaires, les sémaphores ou les enclos paroissiaux. On peine d'ailleurs, de l'aveu

même de l'auteur, à considérer encore ces derniers comme du « petit » patrimoine.

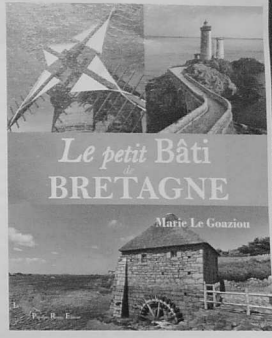
Mais l'un des principaux mérites du livre est justement d'attirer l'attention sur du bâti beaucoup plus discret dans ses dimensions et ses fonctions. Sur ces petites constructions auxquelles on jette parfois un coup d'œil distrait et qui ont pourtant été au cœur de la vie quotidienne des Bretons et des Bretonnes pendant des siècles, telles ces croix de chemins qui guidaient les voyageurs et les pèlerins sur les routes avant d'être supplantées par les cartes IGN et autres GPS.

Ce petit bâti se doit avant tout d'être pratique bien plus que décoratif – ce qui n'empêche pas les considérations esthétiques – et de faciliter la vie des hommes et des femmes qui l'utilisent. C'est ainsi tout un pan de la vie collective et laborieuse qui se dévoile à travers l'évocation des fours à pain et des lavoirs par exemple, hauts lieux de sociabilité, plutôt masculine pour les premiers, et féminine pour les seconds. L'auteur relève à cette occasion une répartition symbolique : aux hommes le feu et aux femmes, l'eau.

Les exigences du lieu

Utilitaires ces constructions, sans aucun doute, mais pas uniquement, tant le patrimoine religieux ou spirituel est abondant en Bretagne. Certains ouvrages marient d'ailleurs cette double destination. Le développement des fontaines, par exemple, s'est accéléré à la fin du XIX^e siècle après la découverte du lien pathogène entre les eaux stagnantes des puits, alors principales sources d'eau potable, et les épidémies de typhus et de choléra. Érigées dans un souci de meilleure hygiène et de santé publique, les fontaines n'en restent pas moins des sources d'eau miraculeuse pour beaucoup, investies d'un pouvoir de guérison de divers handicaps et maladies, et formant ainsi un extraordinaire réseau de sanctuaires sous le patronage de divers saints.

Construit à l'aide des moyens du bord, ce petit bâti doit répondre aux exigences du lieu sur lequel il est fondé et tenir



compte des ressources géologiques du sous-sol. Le granit et l'ardoise ont été particulièrement employés en Bretagne, « terre de pierres ». Certains éléments, comme les moulins à marée, reflètent également les particularités géographiques de la péninsule, en raison de la présence marquée de la mer et du vent et de son littoral très découpé.

Disparition et valorisation

Si certaines constructions remontent au Moyen Âge, beaucoup se sont développées pendant l'essor économique et démographique des XVIII^e et XIX^e siècles. C'est le cas des nombreux moulins (plus de 6 000 à la fin du XIX^e siècle) mais également des infrastructures portuaires. Beaucoup ont disparu au cours du XX^e siècle, faute d'usage, comme les fours à goémons ou à chaux, remplacés dans les années 1950 par des procédés chimiques. La généralisation de l'électrification et de l'eau courante ont eu raison des lavoirs et des fours, devenus désuets avec l'arrivée des machines à laver et des équipements individuels.

Ce patrimoine parfois négligé et en mauvais état fait l'objet d'attention et de soins de la part d'associations de sauvegarde, de recensement et de valorisation. Il a pu parfois être reconstruit, à l'instar de l'Abri du marin de Sainte-Marine, devenu musée.

Le Petit Bâti de Bretagne | Marie Le Goaziou | Le Papillon rouge, 160 p., 26 €

Nous avons lu

Le livre du mois

*** K.T. : Klaod Thomas *** J.D. : Jacques Dyoniziel

Bouquet final

ROGER LAOUENAN
LA GALÈRE DE L'AMIRAL

Roger Laouenan, qui nous a quittés le 30 mars dernier, possédait, parmi ses nombreuses qualités, un sens de l'humour caractéristique, dit-on, des Trégorrois. Il nous en livre une preuve dans cet ouvrage posthume. Rompant avec son style habituel, qui lui valut notamment le Grand Prix des écrivains bretons pour *Le Tocsin de la moisson* (1994), il adopte un ton plus proche d'Audiard, truculent, baroque, haut en couleur. Celui qui connaissait très bien l'histoire de la Bretagne adresse un clin d'œil à l'un de ses épisodes les plus sombres : il relate la nomination d'un prêtre dans une paroisse nommée Skriviac, peuplée de communistes mécréants. La référence historique s'arrête là ! Car le héros, Joseph Belleguic, ancien aumônier de la Royale, dit l'Amiral, est un fort en gueule qui sillonne le pays au volant d'une 4L déginglée, un recteur au gosier en pente qui n'hésite pas à trinquer avec ses contemporains pour en faire ses ouailles. Vous serez piétés de rire au récit de ses pérégrinations sacerdotales. C'est le Roger Laouenan du Strollad belhadegou Bro-Dreger, qu'il créa avec Maria Prat et qui fit s'esclaffer des générations de Trégorrois, que l'on rencontre ici. Repose en paix, Roger, et merci pour ce superbe bouquet final que tu nous légues en cadeau d'adieu. > K.T. La Galère de l'Amiral | Roger Laouenan | Montagnes Noires, 190 p., 15 €

Synthétique!

Voici un sujet à ma connaissance, jamais traité : la Bretagne visitée via l'odorat. Un peu comme si Jean-Baptiste Grenouille, le héros du roman de Patrick Süskind, *Le Parfum*, nous invitait à parcourir notre pays en en extrayant mille bouquets de parfums. Démarrant sur le Piriac de ses vacances enfantines, aux odeurs de sardine et d'anchois, l'auteur nous entraîne dans les senteurs poivrées et noires du varech, salées et blanches du

lichen, les effluves d'ajonc chantés jadis par Gilles Servat, l'arôme des pins maritimes... C'est que Roger Faligot est un as de la synesthésie, capable de rivaliser avec le Rimbaud de « Voyelles ». Et son travail repose sur un lot appréciable de recherches dont nous retiendrons cette phrase du chef cuisinier Pierre Gagnaire : « La saveur de l'oursin ne s'offre pas au premier venu [...] Elle est d'une complexité inouïe, à la fois amère et sucrée, radicalement marine et légèrement fumée, avec des goûts de noisette, de miel et même de sang ! » Roger Faligot est un nez. Et quel nez ! Écoutons pour terminer le cantique de Notre-Dame de Langoonnet, en l'honneur de saint Maurice : « Comme autrefois sur son passage, que votre parfum monte encore Fleur-de-bé-noir, genêt sauvage, bruyère rose et lande d'or... Ce livre inaugure un territoire peu exploré où l'auteur collecte les odeurs au même titre que Dastum rassemble les sons. > K.T. Les Odeurs de ma Bretagne | Roger Faligot | Géorama, 250 p., 14 €

Hors du commun

Un simple nom, un visage d'un homme moustachu et borgne : voilà la couverture du livre que Jean-Michel Le Boulanger a consacré à l'homme né à Trédrez, dans le Trégor, qui, après avoir fréquenté la bande à Bonnot, devient celui qui fonda le Parti communiste à la pointe de la Bretagne, à Douarnenez, avant de flirter avec le Parti populaire français, organisation fasciste de Dorian, puis de finir sa vie dans le camp de concentration de Buchenwald. Cela se devine comme un livre d'aventures, car Flanhec, personnage haut en couleur, grand orateur, n'hésitant pas à faire le coup de poing à l'occasion, sujet à de multiples et sombres rumeurs, Flanhec a eu une vie à la mesure de sa personnalité. Jean-Michel Le Boulanger s'est pris de passion pour son sujet, travaillant dessus durant trois années, se documentant dans les archives et auprès des survivants ou de leur descendance. Le résultat en valait la peine. > K.T. Flanhec | Jean-Michel Le Boulanger | Goater, 450 p., 13 €

« Robinsonne »

Après avoir décroché le prix Interallié en 2020 pour *Un crime sans importance*, Irène Frain revient à son thème de prédilection : les personnages hors du commun, les pays lointains, la mer. Cette fois-ci à un événement peu connu qui s'est déroulé au milieu du XIX^e siècle en Californie. Après que l'île San Nicolas fut évacuée de ses habitants sur décision des missionnaires, une femme indienne fut laissée sur l'île à sa demande car elle voulait retrouver son fils égaré. Des années plus tard, elle fut ramassée sur le continent, étonnant tout le monde par sa joie constante : elle souriait, dansait tout le temps et s'exprimait dans une langue inconnue. Le D^r Shaw prend fait et cause pour elle et tente de déchiffrer sa langue. Cette trame permet à Irène Frain de broder un récit bien écrit et prenant. > K.T. L'Allégresse de la femme solitaire | Irène Frain | Seuil, 370 p., 21 €

Archéologie pour tous

Roz-Avel, le Bradenn, Locmaria, le cimetières devant la cathédrale... le sous-sol de Quimper a été étudié durant cinquante ans selon les méthodes de l'archéologie moderne. Ces fouilles ont fait l'objet des deux imposants volumes (totalisant quelque 1 300 pages et 7 kg !) d'*Archéologie de Quimper. Matériaux pour servir l'histoire*. Voici une version en quelque sorte plus « grand public » (et plus légère au propre comme au figuré !) de cette histoire « en apparence modeste et dénuée de hauts faits », mais, précise Jean-Paul Le Bihan, qui « a le mérite d'être représentative de celle des villes moyennes bretonnes et françaises [...] ; une histoire type en quelque sorte ». Le format est pratique, la maquette colorée, les nombreuses infographies de Jean-François Villard et photos montrent comment un

énorme travail de collectage permet de comprendre l'évolution d'un territoire depuis la préhistoire. > J.D. Atlas archéologique de Quimper. Des origines au Moyen Âge | Jean-Paul Le Bihan, Jean-François Villard | Yoran, 224 p., 20 €

Les « Du » à l'honneur

Encore une version allégée d'un travail universitaire (Sociologie d'un groupe de fest-noz. *Sonerien Du*, paru chez L'Harmattan en 2016) mené par Gilles Simon, un fan pas comme les autres (il est docteur en science politiques) de la formation, laquelle a fêté le mois dernier son 50^e anniversaire. Pour l'occasion, l'auteur et le photographe bigouden Roland Chatain ont concocté un livre truffé de photos, d'anecdotes et de témoignages sur cette extraordinaire longévité, due notamment au renouvellement continu des musiciens (une belle « histoire de potes »), mais aussi à l'utilisation d'instruments inhabituels dans les festoù-noz, donnant à leurs prestations une « pêche » appréciée du plus grand nombre, bien au-delà du pays Bigouden. > J.D. Les Métamorphoses de Sonerien Du | Gilles Simon | AGLD, 104 p., 19 €

Nous avons reçu

- Ronan-Jim Sévellec, *Les Décors de la mémoire*, Coop Breizh
- Yann Venner, *L'Écrivain*, Éditions de Trozou
- Mickaël Gendry, *Troménies bretonnes*, Yoran
- Dominique Allain, *Ces noms bretons si insolites*, Yoran
- Joël Raguéniés, *Une mer de lin*, Coop Breizh (rééd.)
- Jean-Paul Delessard, *Elsa ou la vie à la venvole*, Coop Breizh (rééd.)
- Lili de Bretagne, *Oyez citoyens !*, Éditions du Pantheon



Presse et collaboration : pas de spécificité bretonne

Après son livre intéressant sur Marcel Cachin, Georges Cadiou publie un ouvrage important sur la presse quotidienne « régionale » dans la collaboration. Il n'est pas certain que les médias lui accordent la place qu'il mérite, d'où notre propos. Comme nous le disait l'historien Michel Denis en 2005, les historiens font régulièrement l'impasse sur la place de la collaboration et singulièrement de l'antisémitisme dans la grande presse, nationale ou régionale – plus « ouestonne » que bretonne. Jusqu'à présent, seule la presse militante bretonne semblait attirer la curiosité. Nous avons régulièrement cité le livre de Simon Epstein – *Un paradoxe français* – sur le sujet, récemment prolongé par une émission sur Arte – en collaboration avec Pascal Ory – centrée sur « la gauche et la collaboration ». Très bonne émission, mais le débat tourna court, les historiens conviés refusant d'admettre les faits clairement démontrés. Si l'on y ajoute le livre de Georges Cadiou et celui de Taguieff consacré à l'antisémitisme de plume, il n'y a pas de spécificité militante bretonne : les différents niveaux et types de presse font une place comparable aux écrits favorables à la collaboration, le discrédit peut donc être partagé. Le dire ne vise aucun des organes de presse qui sont apparus après la Libération puisque les journalistes ne sont plus les mêmes. S'indigner sur les écrits pronazis ou antisémites de *L'Heure bretonne* est aussi justifié que le faire sur les écrits du même type et en même proportion présents dans la presse quotidienne régionale. C'est avéré pour *L'Ouest-Eclair* et *La Dépêche*, même celle d'avant la direction de Yann Fouéré, et, cuneusement, Henri Fréville en fait très peu état dans son livre sur *La Presse bretonne dans la tourmente*.

Nécessité d'élargir les études sur le sujet
Autant les dérivés de militants bretons sont dénoncés, à juste titre, autant les autres, à l'impact bien plus important, ne débouchent jamais sur des bilans. Les éditoriaux pronazis de Roger Vercol n'ont pas marqué les mémoires et les écrits, alors que leur violence sidère encore. Georges Cadiou lui-même omet les passages les plus scandaleux, mais les faits sont prouvés et c'est là l'essentiel. On aurait aimé que la presse quotidienne de la Loire-Inférieure et du Morbihan fasse l'objet de la même étude, mais l'accès en ligne des journaux d'époque est beaucoup plus limité. On ne parle pas de la presse communiste, puisque prenant parti dès août 1939 pour le pacte germano-soviétique et contre les crédits de guerre contre le nazisme, elle a disparu du paysage de la presse légale. Il resterait à faire une comparaison avec la presse parisienne et avec celle de Vichy, et à trouver une façon plus scientifique de quantifier le niveau de collaboration dans les différents types de presse. Mais c'est un travail qu'on attendrait de l'Université et d'un travail d'équipe dans la durée, qui semble n'avoir jamais vu le jour. Citons le journaliste militant démocrate-chrétien Erwan Le Moal, qui écrivait dès août 1933 dans le journal en breton *Breizh* : « Les Allemands sont malades du racisme. Il est comme la peste sur les animaux : tous les gens n'en meurent pas mais tous sont atteints. » Ce qu'il disait à des Allemands concernera l'essentiel de la presse française sept années plus tard. Certes, dans un pays occupé par les nazis, la presse n'est pas libre, mais Georges Cadiou nous montre comment de grands noms devancent les exigences de l'occupant pour s'en faire les avocats convaincus et meurtriers, usant de tout le poids de leur réputation. **La Presse bretonne dans la collaboration** | Georges Cadiou | Yoran, 222 pages, 14 €

1. *Ouest-France* a le mérite de mettre en ligne les archives numérisées de son prédécesseur *L'Ouest-Eclair*, facilitant largement le travail des chercheurs.

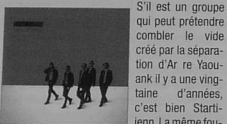
Selaouit

→ Pierre Morvan

MERCI, YVON !

Yvon Morvan est parti rejoindre ses frères Yves et François au cimetière de Burhulet en Saint-Servais. Et leur mère, Augustine Le Creff, celle qui leur a transmis en héritage fabuleux ces dizaines de chansons, des gwerziou mais surtout ces airs à danser qui en feront les maîtres incontestés du kan ha diskan... Les Frères Morvan auront parcouru des dizaines de milliers de kilomètres pour, comme ils aimaient le dire en toute simplicité, donner du plaisir aux danseuses et danseurs. L'un de leurs traits de caractère était la générosité : souvent sollicités, ils refusaient rarement, sauf s'il s'agissait de franchir les frontières de la Bretagne... Bobino, très peu pour eux ! Et seuls les travaux des champs ou des pépins de santé leur faisaient manquer à leur engagement. Les Frères Morvan s'étaient donnés une mission : transmettre, transmettre et encore transmettre. Et ils l'ont remplie jusqu'au bout, ce fameux soir du 31 octobre au fest-noz de l'UDB, quand ils ont annoncé leur retrait de la scène. Car une histoire particulière, une fidélité, s'étaient tissées avec le Golelo, où ils chantaient régulièrement, au Fest-noz de la Tousseaint dont ils n'ont manqué que deux ou trois éditions en plus de quarante ans, mais aussi au Fest-noz de la Saint-Samson, ou à Noz ar Villin, invités par nos camarades Yvon Fichou ou Yvon Simon. Kenavo Yvon ! Et merci !

STARTIENN ! Talm ur Galon



S'il est un groupe qui peut prétendre combler le vide créé par la séparation d'Ar re Yaouank il y a une vingtaine d'années, c'est bien Startienenn. La même fougue, la même énergie communicative, et surtout, peut-être, la même envie de bousculer les codes de la musique de fest-noz en proposant un son neuf (détournant, volcanique...). C'est en 1997 que Startienenn a vu le jour et l'on peut dire que le baptême a été célébré au collège Diwan du Relecq-Kerhuon, puisque les quatre membres fondateurs y étaient scolarisés. Mais que de chemin parcouru depuis, pour un groupe qui fête donc son vingt-cinquième anniversaire... Startienenn peut en effet se flatter d'avoir fait danser à travers le monde – de Chine en Australie en passant par l'Ecosse, la Pologne ou l'île de Bornéo en Malaisie... – des dizaines de milliers d'amateurs de festoù-noz, et compte désormais sept albums à son actif, dont le dernier paru, *Talm ur Galon*. Un disque qui confirme ce que l'on pressentait fortement : le cœur de ces cinq musiciens bat inlassablement pour la Bretagne, y compris au sens propre dans le morceau qui donne son titre à l'album ! Tangi Le Gall-Carré (accordéon), Lionel Le Page (binou, uilleann-pipes), Tangi Lilio (guitare), Youenn Roué (bombardes, voix) et Julien Stévenin (basse) ne renient rien de ce qui constitue leur engagement musical mais n'hésitent pas à proposer de nouvelles pistes, mêlant les influences, jusqu'au rock, l'électro ou le rap. Cet engagement se retrouve dans les textes, signés Youenn Roué, et notamment dans *Skilhoù an noz*, un titre râpeux où le groupe proclame son attachement à la langue bretonne : « *Hor yezh a red en hor gwazhiennoù evel ma red an albunin ! Oc'h enebit ouzh korfoù-eskern ganto flic'hier troet war an tu-gin ! Ni zo danvez-tarzh ha ket hini Plevin !*... » Explosive, la musique de Startienenn l'est assu-

rément, mais elle aussi très pensée, structurée, totalement maîtrisée, à l'image de Danvez Tarzh, un kaz-a-barh de sept minutes qui vous fera rendre l'âme. Présentée comme « le maître incontesté du dancefloor version Breizh », le groupe s'y entend en effet pour faire couler à flots la sueur, mais il peut aussi prendre davantage son temps, par exemple sur *Mojenn Alan Torbac'h* ou sur cette valse langoureuse, *Typhaine*... Startienenn demeure toutefois, à n'en pas douter, l'un des groupes emblématiques de la « transe bretonne » !

> *Paker Prod, Coop Breizh, D34*



Jean-Charles GUICHEN | Spi
Et quand on parle de transe... voici que surgit bien sûr Jean-Charles Guichen, avec son nouvel album, *Spi*, espoir en breton. Cette fois encore l'ex-Ar re Yaouank montre qu'il en a toujours sous le pied ! Fougue, énergie, puissance... sont au rendez-vous. La sortie de son précédent disque, *Braz*, au tout début du premier confinement, n'a pas facilité sa diffusion, mais ne l'a pas découragé, tant s'en faut. Moins de deux ans plus tard, il revient avec un nouvel opus, soigné aux petits oignons. « Un album positif, un patchwork joyeux de musiques colorées, qui donne envie d'aller de l'avant », a-t-il confié au journal *Ouest-France*. C'est tout à fait ça ! *Spi* est (presque) entièrement dédié à la danse bretonne, que la pochette, signée de sa main d'artiste-peintre, évoque irrésistiblement dans un fantasme burlesque lumineux et expressif... Une suite fielleuse, une valse, un cercle cirassien, une suite plinn, un koast ar c'hoad... autant de compositions du guitariste, où l'on retrouve, ici et là, quelques thèmes connus empruntés au répertoire traditionnel, dans *Livioù* ou l'éreintant *Plinn an Rinkin* par exemple. Bien entouré d'Olivier Carole (basse), Thomas Kerbrat (batterie), Malo Carvou (flûte traversière), Claire Mocuquard (violin) et Neven Sebille-Kernaoudour (uilleann pipe, bombarde,

binou), il reçoit aussi quelques invités de marque, tels Dan ar Braz ou le bagad Sonerien Bro Dreger. Sans oublier Alvan qui, avec le trio Ahez, a emmené la Bretagne jusqu'à l'Eurovision et Turin... Ainsi portée, la musique de Jean-Charles Guichen prend du volume, de l'ampleur, mais conserve le souffle nécessaire pour conduire ce *Spi* jusqu'à la ligne d'arrivée et les danseurs et danseuses à la transe. Après la Bretagne de l'*Ankou*, voici le retour de Breizh Positive !

> *Nevez Productions, Glaz, GMP004*

Philippe Le Gallou - Pierrick LEMOU | Paziou Dañs



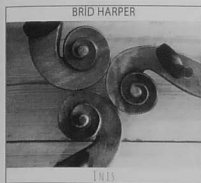
Le duo formé par Philippe Le Gallou (guitare) et Pierrick Lemoü (violin) nous ramène en eaux un peu plus paisibles, même si c'est toujours de danse qu'il s'agit ici. Leur rencontre n'est pas toute récente, puisqu'elle remonte (au moins) au milieu des années 1990, quand La Volute, groupe de musiques et chansons traditionnelles du Québec (et de la Gaspésie...), fait le chemin inverse pour s'installer en Bretagne. La complicité entre les deux musiciens s'est forgée au fil des ans pour aboutir à ce CD, *Paziou Dañs*, fruit d'un long cheminement. Quelques compositions de Pierrick Lemoü, mais surtout des traditionnelles puisées dans l'ouvrage magistral de Polig Monjarret, *Toniou Breizh-izel*, et dans leurs propres collectages, constituent l'essentiel de leur répertoire. An dro et hanter dro, jabadao, kaz-a-barh, ronds de Loire-Vilaine ou de Loudéac, marche, scottish, plinn... les morceaux s'enchaînent pendant près d'une heure, pour proposer un moment des plus agréables, aussi propice à la danse qu'à l'écoute, grâce à des arrangements délicats et un jeu subtil, aérien.

> *Coop Breizh PL2022*

1. « Notre langue circule dans nos veines comme le fait l'albumine / Combattis face à la faucheuse qui souhaite s'en emparer / Nous sommes de l'exploit mais pas celui de Plevin »

Musiques de Celtie

→ Philippe Cousin



BRID HARPER | Inis
Depuis le temps qu'elle se produit en Bretagne, en particulier au Toucouleur, Brid Harper a su nouer de solides amitiés dans le monde musical breton. Témoin son troisième album, *Inis*, sur lequel elle a invité trois pointures de la scène bretonne : Sylvain Barou (flûtes, uilleann pipes et duduk), Nicolas Quemener (guitare) et Ronan Pellen (cistre et viole de gambe). Enregistré fin 2019 en Bretagne mais paru seulement au printemps 2022 en raison des différents confinements, le nouvel album de Brid Harper est une fois de plus un véritable bijou. *Inis* signifie à la fois raconter ou décrire, c'est aussi une île et c'est enfin le nom irlandais de la ville d'Ennis, là où elle a rencontré Sylvain et Ronan pour la première fois. Cet album combine des airs traditionnels et des compositions plus récentes, notamment quatre morceaux de Tommy Peoples, son mentor, et quatre écrits par Brid elle-même. Reels, jigs, hornpipes et highlands voisinent avec des airs écossais et *Mrs Judge* de Turfough O'Carolan, sublimé ici par la viole de gambe et la flûte traversière, conférant au morceau un classicisme des plus réussis. La profondeur émotionnelle dégagée sur *Ag Brasathnú ar na féileacán*, un air lent de Brid, met en valeur toute la brillance de cette violoniste. Et l'accompagnement discret mais efficace des trois musiciens bretons, qui s'entremêlent magnifiquement avec les lignes fluides du fiddle, crée une atmosphère particulièrement propice à la rêverie. Tout au long de l'album, la légèreté et l'harmonie dominent. Le talent de Brid Harper éclate tout au long des treize titres qui composent *Inis*. > *Autoproduit - www.bridharper.com*



STOCKTON'S WING | Hometown Live
Un premier album en 1978, puis une dizaine au fil des années 1980 et 1990, qui les verra connaître un grand succès et injecter une nouvelle dynamique à la scène traditionnelle irlandaise. Depuis, la carrière de Stockton's Wing était un peu en sourdine, ponctuée de temps en temps par un album. Et puis, en 2020, surprise, les voici qui donnent deux spectacles à Ennis et à Dublin, leurs derniers concerts avant la pandémie, reculant la sortie d'*Hometown Live* de deux ans. Stockton's Wing ont connu plusieurs arrivées et départs de musiciens en leur sein, même si le noyau d'origine est toujours là. Paul Roche aux flûtes et Mike Hanrahan à la guitare et au chant, le troisième larron, Maurice Lennon, vogueur depuis quelques années vers de nouvelles aventures. D'autres complices se sont joints à eux depuis : Karol Lynch au banjo et à la mandoline, Tara Breen au fiddle, Paul McSherry à la guitare et Anton Davis aux claviers et à la basse. On a ici une très intéressante collection de leurs plus grands succès : *Drops of Brandy*, *Walk Away*, *Aaron's Key*, *Blackhill*, *Full Flight*. Et quelques nouveautés, comme *Hoppy* ou *Chasing Down a Rainbow*. Et pour conclure, deux de leurs morceaux les plus connus : *Skiddo*, qui passe en boucle sur les ondes lors de sa sortie, et l'indémodable *Beautiful Affair*, écrite par Mike Hanrahan. Des airs traditionnels habillés d'une rythmique implacable, leur conférant une énergie débordante. Gageons que les « Wings » vont vite retrouver le chemin de la scène et des studios et qu'ils nous gratifieront bientôt d'une nouvelle galette.

> *Tara Music 3884003*
www.mikehanrahan.com



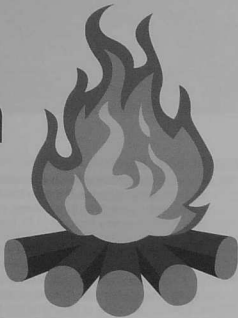
CARA DILLON | Live at Cooper Hall
Comme tous les artistes, la chanteuse irlandaise Cara Dillon a mal vécu les confinements successifs. Pour pallier l'absence de spectacles, elle et son mari Sam Lakeman ont décidé de proposer en 2020 deux concerts enregistrés dans les conditions du direct mais sans public, diffusés sur le Net. Ce sont ces deux spectacles qui sont à l'origine de l'album *Live at Cooper Hall*, le 3^e de la chanteuse de Dungiven, en Ulster. Sans titres puisés dans le vaste répertoire de Cara et provenant en partie du précédent album, *Wanderer*, Cara possède une voix angélique, rare et unique, qui lui a valu de nombreux prix depuis l'âge de 14 ans. Célèbre pour avoir su marier des éléments traditionnels et contemporains, elle a choisi cette fois une majorité de chansons traditionnelles, arrangées par elle et Sam, qui l'accompagne au piano et à la guitare, avec de loin en loin un souffleur de tin whistle. On reconnaît le standard *The Water is Wide* et la superbe *False, False*, qui vous fera frémir des les premiers accords de piano. Ou *The Hill Of Thieves*, une ode à Duvignen. C'est également *Blackwater Side*, déjà entendue de Mairéad Altan, *Black is the Colour* de Mary Black ou *The Maid of Culmore*. Et puis une version à couper le souffle de *The Verdant Braes Of Skreen*. Remarquons au passage *The Shores of Lough Bran*, chanson traditionnelle racontant une veillée précédant le départ d'un émigrant vers l'Amérique du Nord. Cara c'est ce délicat album par Dubhdara, chanson écrite par le compositeur Shanon Davey et interprétée voici bien des années par Rita Connolly sur l'album Granuaile. Au final, plus d'une heure de bonheur à l'état pur. > *Charcoal CHARCD011 - www.caradillon.co.uk*



BRAD REID | New Scotland
C'est de Cap-Breton, île au large du Canada et faisant partie de la province de la Nouvelle-Écosse (*New Scotland*), que nous vient Brad Reid. Une galette sans prétention, solide comme le roc, dont la base est le fiddle de Cap-Breton, mais avec des influences latines, des éléments classiques ou jazzy, et même une pincée de hip-hop. Cet album, sur lequel Brad Reid (fiddle, guitare, bodhrán et deux chantons) est secondé par Dave MacIsaac (guitare), Jamie Gatti (contrebasse) et Tom Roach (compas et diverses percussions), met en valeur un fiddle calme, serein, même sur les morceaux plus dansants. Les autres instruments, toujours en contrepoint, lui assurent pourtant une autorité sans lui faire de concurrence. Brad donne de la voix sur deux morceaux, l'un en gaélique, *Fonn Air Mo Mhairi Laghaich*, et le second, *Lucy Campbell & Sandy Cameron*, bel exemple de « *filling* », technique propre à l'Ecosse et à l'Irlande, reposant sur des onomatopées produites par la langue. Brad a composé 10 morceaux sur les 15 de l'album, et le moins que l'on puisse dire, c'est que son inspiration est inépuisable. On s'attardera sur *Northumberland Shores*, un air lent et obsédant, une mélodie appelée à devenir populaire. Citons *Trip to Peggy's Cove*, qui de loin passerait pour un andro, *Glasgow Gate*, aux sonorités très jazzy, ou *Road to Harrington*, ville de Nouvelle-Écosse. L'album se conclut par *The Hector*, sur lequel le ressassé se brisant sur le rivage du succès au Canada mais il gagnerait à être connu de ce côté-ci de l'Atlantique. Le Fil sera bien inspiré de l'inviter prochainement.

> *Autoproduit BRM03 - www.bradreid.ca*

Le feu An tan



La leçon de breton de cet été portait sur l'eau sous ses diverses formes... inverser l'ordre des rubriques aurait été plus pertinent, tant l'été fut chaud !

An tan, le feu en breton, est un mot masculin (comme *dour*, l'eau), avec pluriel en -ioù : *tanioù*, des feux. Un incendie est un *tangwall* : tan + gwall, mot qui évoque la violence et le mal. On le retrouve par exemple dans *gwallzarvoud*, accident, où il donne sa connotation négative à *darvoud*, événement. Plus positif, un *tantad* est un grand feu, un feu de joie par exemple. Un *tan-arvest* est un feu d'artifice.

On peut comparer le mot breton *tan* avec ses équivalents dans d'autres langues celtiques : cornique *tan*, gallois *tân*, gaélique d'Écosse *teine*, gaélique d'Irlande *tine*.

En composé, on retrouve le mot *tan* dans *tredan*, électricité, dans *eoul-tan*, essence, *eoul* seul signifiant huile, dans le mot *entanet*, enflammé au sens figuré (enthousiasme), ou dans *menez-tan*, volcan.

Deviiñ signifie brûler ; on trouve aussi *leskiñ* (base verbale *losk-*). Le toponyme *ti losket* peut ainsi signifier maison brûlée. La combustion provoque de la fumée, *moged*, et laisse sur place de la cendre, *ludu*. On a aussi *regez* ou *glouaruz* pour la braise.

Un incendie peut, comme cet été, prendre dans un bois, *koad*, ou dans la lande, *lann*. À la maison, c'est normalement dans le foyer, *oaled*. Cheminée se dit *siminal*. Le bois sélectionné pour nourrir le feu porte un nom particulier, *keuneud*, au singulier *ur geuneudenn*.

Un feu efficace produit de la chaleur,

tommder. Chaud : *tomm*. Très chaud : *tomm-gor* ou *tomm-berv* (du verbe *birviñ*, bouillir).

Le feu peut faire cuire, *poazhat*. Ce qui est *poazh* est donc cuit, ou, selon le contexte, fatigué, lassé de quelque chose, pourri, desséché.

Le gallois a des mots très proches du breton pour le champ lexical du feu : *twym* pour *tomm*, avec une proximité encore plus forte si l'on compare avec la forme vannetaise *tuemm* ; mais aussi *poeth*, proche de *poazh*, à ceci près que le mot gallois signifie plutôt « chaud ». Le mot gallois pour fumée, *mwg*, est proche également du breton *moged*, tout comme *llosg* proche de *leskiñ*, dont il existe une forme alternative régulière *loskiñ*.

Pour aller plus loin (c'est le cas de le dire !) avec le feu, on peut jeter un œil au-delà de notre planète : le soleil en breton est *an heol*, proche du gallois *haul*, cornique *howl* ; pour étoiles, le breton a *stered*, singulier *steredenn* ou *sterenn*.

Au-delà des langues celtiques, ces mots ont des formes très proches dans les langues indo-européennes : par exemple, la proximité de *heol* avec le français soleil apparaît tout de suite plus évidente quand on sait que ce -h à l'initiale provient d'un ancien -s ; voir aussi pour les étoiles *stars* en anglais, *astér* en grec ancien, etc.

LE PEUPLE BRETON / POBL VREIZH
Mensuel (58^e année)
Rédaction : 9, rue Pinot-Duclos
22000 SAINT-BRIEUC
contact@lepeuplebreton.bzh

Directeur de la publication : Benoît Montagné
Rédacteur en chef : Gael Briand | 06 71 83 70 76
Responsable des pages Pobl Vreizh : Maxime Touzé
Secrétaire de rédaction : Jacques Dyonizac
Conception et mise en p. : Comés Design | Sabine Comés
Administration : A. ar Gal, B. Montagné, A. Quémener
Ont contribué à ce numéro :
Sabine Comés, Sébastien Decaux, Gael Briand, Niko, Lya Massard, Jacki Herbert, Jean-Arnaud Diréans, Dominique Even, Yvon Le Berre, Bertrand Nédélec, Tréfine Kerran, Maëlle Troadec, Guéhenhé, Paul Gulgouéniat, Jean-Arnaud Diréans, Michel Beaupré, Yann Fivéat, Aurélien Boulié, Nili Goussin, Fabrice Plozennec, Aodren Trehan, Jean-Christophe Cordaillat-Dallier, Paul ar Meur, Maxime Tosté, Hervé Lallimer, Morgan Trehan, Jean Danion, Simon Robert, Néli Carbonneau, Anne Koac'h, Jean-Jacques Monnier, Koad Thomas, Jacques Dyonizac, Pierre Monas, Philippe Douais.

Correspondants :
Dans les Balkans : Jean-Arnaud Diréans
En Corse : Fabiana Giovannini
En Occitane : Gérard Taubi
Critiques de disques :
Bretagne : Pierre Morvan
15, hent Fuartheun ar Wern - 22500 Paimpol
Celtie : Philippe Cousin
Critiques de livres : Jean-Jacques Monnier
19, Penn-ar-Pave - 22300 Lannion
Livres en breton : Herve Lallimer
Park-ar-Poul-Du - 62, rue Kervenno - 22300 Lannion
Editeur : Presses populaires de Bretagne
CPPAP - 0627 D 86914 ISSN - 0245-9507
Dépôt légal n° 4071
Impression et routage : Roudenn Grafik à Guingamp

Souscription permanente

Cela fait près de soixante ans que paraît *Le Peuple breton* et d'aucuns pensent qu'il ne s'arrêtera jamais. Nous l'espérons nous aussi, mais le monde bouge... Les titres de presse indépendants dépendent pour la plupart des recettes publicitaires. Les nôtres sont quasiment inexistantes désormais, faute... de temps pour aller les chercher ! En Algérie, la référence intellectuelle *El Watan* ne parvient plus à payer ses salariés depuis mars dernier et est menacée de disparition, faute là encore de recettes publicitaires. L'Etat lui avait coupé les vivres après qu'il a eu critiqué le quatrième mandat du président Bouteflika. Parallèlement, en France, les ventes au numéro se sont effondrées en cinq ans. Entre juin 2017 et juin 2022, le journal *La Croix* est passé de 3 569 exemplaires vendus par jour à 1 906. *Le Figaro* de 55 647 à 25 161. *Libé* de 19 336 à 9 040. *Le Monde* de 51 149 à 25 527. La presse quotidienne régionale, de son côté, mise désormais sur les abonnements numériques. Dans ce contexte, *Le Peuple breton* fait toujours office de navire en papier dans un océan déchainé. Pas de chute, mais une stabilité. (Toujours) pas de stratégie numérique, car nous privilégions contre vents et marées le papier. Un « modèle » économique fragile qui ne dépend pas des publicités, mais des lecteurs...

Jacques Tessier, Angers, 10 € ; Gwendal Chevalier, Lorient, 5 € ; Jean Lavanant, Brest, 5 € ; Bernard Riou, Dinnoen, 5 € ; Gilbert Péron, Orvault, 5 € ; Loïc Rivalain, Lorient, 15 € ; Christian Jiquel, Plouhinec, 5 € ; Anne Bousnard, Lanester, 10 € ; Thierry Boudier, Arradon, 55 € ; Martine Iliau, Avrillé, 45 € ; Alain Forcher, Quimper, 55 € ; Michel Beaupré, Morlaix, 15 € ; Alan Le Gal, Pont Scourf, 5 € ; Dominique Lehaut, Lannion, 5 € ; Bruno Bourmignault, Locronan, 10 € ; Michel Génin, Béchereil, 22 € ; Bernard Leprohon, Plouénour-Brignogan-Plages, 5 € ; Daniel Carre, Pluvigner, 5 € ; Philippe Jaouen, Pontellia, 5 € ; Mathieu Koullman, Tréglévan, 15 € ; Christophe Pelaez-Cabrera, Lorient, 5 € ; Gilbert Deshayes, Saint-Herblain, 5 €.

Total juillet-août : 312 €.
Total de l'année en cours : 3 708 €.

LE PEUPLE BRETON POBL VREIZH

OUVREZ-LE !

la presse qui parle de chez vous



OUVREZ-LA !

Le Peuple breton est un mensuel d'opinion créé en 1964

11 numéros = 45€

lepeuplebreton.bzh



abonnez-vous !

11 numéros = 45€

Prénom _____ Nom _____

Adresse _____

Adresser à : Le Peuple breton, 9, rue Pinot-Duclos - 22000 Saint-Brieuc avec votre chèque

Nous contacter ?
Pour toutes vos demandes relatives aux abonnements, à la diffusion ou à l'administration du Peuple breton, vous pouvez nous contacter au 06 71 83 70 76 (lib. -répondre) ou à contact@lepeuplebreton.bzh

abonnez-vous !
en ligne : lepeuplebreton.bzh
11 numéros = 45€
Prénom _____ Nom _____
Adresse _____
Adresser à : Le Peuple breton | 9, rue Pinot-Duclos | 22000 Saint-Brieuc avec votre chèque

CARACTÈRE BRETON,
terroir authentique.



ARMORIK
Whisky Breton
SINGLE MALT

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION